

Chapitre 2.

Facteurs influençant la mobilité intergénérationnelle chez les jeunes issus de l'immigration : étude bibliographique

La présente étude bibliographique, qui s'inscrit dans une perspective intergénérationnelle, a pour objet d'isoler les principaux facteurs qui agissent sur la transmission du statut socioéconomique entre les parents immigrés et leurs enfants. Elle s'ouvre sur un examen des caractéristiques familiales pour comprendre comment le nombre d'enfants d'une fratrie, la durée de séjour des parents dans le pays d'accueil, leur maîtrise de la langue et leurs attentes en matière d'éducation influencent la mobilité intergénérationnelle. Nous verrons après cela comment cette mobilité se conjugue avec une enfance dans un quartier défavorisé. Suivra un balayage de différents facteurs associés à l'école, comme la fréquentation d'un établissement accueillant une forte proportion d'élèves issus de l'immigration, certains aspects institutionnels, tels que l'éducation des jeunes enfants et les dispositifs d'orientation dans le secondaire, ou encore la connaissance que les parents ont du système scolaire et les attentes et comportements des enseignants. La fin du chapitre sera consacrée à trois facteurs, étrangers à l'instruction, qui ont eux aussi une incidence sur la mobilité intergénérationnelle sur le marché du travail : l'entrée dans la vie active des personnes issues de l'immigration, leur répartition selon les secteurs d'activité et la discrimination dont elles peuvent être l'objet à l'embauche et dans le cadre professionnel.

Principales conclusions

Caractéristiques familiales

- Les travaux antérieurs ne sont guère probants quant à l'incidence que le nombre de frères et sœurs peut avoir sur le niveau d'instruction, mais en général la taille de la fratrie n'est pas un facteur explicatif particulièrement important. Certes les aînés d'une fratrie peuvent être un soutien pour leurs cadets mais on ne sait pas réellement si le parcours scolaire de ceux-ci en est meilleur.
- Le nombre d'années de séjour des parents dans le pays d'accueil semble avoir des conséquences positives sur le devenir scolaire des enfants, du fait principalement que la connaissance de la langue s'améliore avec le temps. D'une manière plus générale, certains éléments donnent à penser que les compétences en langue des parents ont des effets bénéfiques sur ce devenir scolaire, en particulier lorsque leurs enfants sont petits.
- Les recherches montrent que les familles immigrées nourrissent dans leur ensemble de grandes ambitions sur le plan éducatif. Toutefois, si elles sont un préalable potentiel à une élévation du niveau d'instruction d'une génération à l'autre, ces ambitions ne sauraient y pourvoir à elles seules, surtout en l'absence de structures d'accompagnement et si l'on ignore comment les concrétiser.

Enfance dans un quartier défavorisé

- Il existe des éléments solides, tirés de recherches à caractère quasi-expérimental, indiquant que le fait d'avoir grandi dans un quartier défavorisé a des conséquences sur le devenir professionnel une fois atteint l'âge adulte. Si les travaux en question ne font généralement pas acception du statut migratoire, le constat vaut tout particulièrement pour les personnes nées de parents immigrés puisque, dans bon nombre de pays de l'OCDE, c'est dans ce genre de quartier que la plupart d'entre elles passe son enfance.
- Des hypothèses très sérieuses font souvent de la ségrégation résidentielle des populations immigrées un frein en soi à la mobilité ; son incidence sur le devenir scolaire et professionnel des individus n'est en revanche pas aussi clairement établie. Une plus grande densité d'individus appartenant au même groupe ethnique peut être un avantage s'il est possible par leur intermédiaire de trouver un emploi ou d'obtenir des renseignements sur les postes vacants. Toutefois, lorsque les groupes ethniques ne disposent pas de telles ressources collectives, leur situation sur le marché du travail a des chances d'être moins enviable. Il s'ensuit que l'impact de la ségrégation résidentielle des communautés immigrées dépend dans une large mesure du capital social de ces communautés.

Facteurs déterminants au niveau scolaire

- La corrélation négative fréquemment observée entre retombées de l'enseignement et proportion d'élèves issus de l'immigration procède en grande partie d'un handicap socioéconomique qui est souvent le reflet de la situation du quartier.
- Tout indique que des services d'éducation des jeunes enfants de qualité et accessibles au plus grand nombre sont susceptibles de favoriser la mobilité en matière de formation.

- Quoique différents facteurs contextuels entrent ici en jeu, la majorité des études montrent que, dans l'ensemble, dans les systèmes scolaires où l'orientation des élèves est tardive, autour de l'âge de 15 ans par exemple, la situation socioéconomique des parents a une moindre incidence.
- On constate qu'il est très important que les parents soient familiarisés avec le système éducatif lorsqu'ils peuvent choisir l'établissement scolaire de leurs enfants ou doivent décider tôt de leur orientation. L'absence de telles connaissances stratégiques peut de fait devenir un frein à la mobilité en matière de formation, mais il y a encore trop peu d'éléments pour établir dans quelle mesure ces connaissances influencent concrètement la prise de décisions chez les parents immigrés.
- Plusieurs études ont visé à déterminer à quel point les attentes et les attitudes des enseignants envers leurs élèves issus de l'immigration influençaient le parcours scolaire de ces derniers. Leurs résultats sont toutefois largement contrastés et la plupart d'entre elles ne permet pas de déterminer ce que ces attentes doivent à l'origine ethnique, au statut migratoire ou à la catégorie sociale (présumée).

Mécanismes et obstacles déterminant la mobilité intergénérationnelle sur le marché du travail

- Les recherches ont démontré de manière irréfutable l'importance des réseaux et des contacts personnels lorsqu'il s'agit de trouver un emploi. Des réseaux moins étendus peuvent être un frein à l'entrée dans la vie active des personnes issues de l'immigration, en particulier si leurs parents ne peuvent pas leur fournir de contacts utiles.
- Dans certaines situations, les systèmes d'enseignement et de formation professionnels (EFP) facilitent le passage de l'école au marché du travail et peuvent constituer un mécanisme au service de la mobilité ascendante. Toutefois, dans les pays pourvus d'un solide système d'EFP, les jeunes issus de l'immigration y sont souvent sous-représentés.
- On constate, surtout dans les pays anglophones, que les membres de certaines minorités ethniques se retrouvent principalement dans des professions à faible revenu et qu'ils ont tendance à percevoir une rémunération moins élevée que les travailleurs blancs ayant le même niveau de qualification.
- Des expériences de terrain révèlent que les personnes issues de l'immigration et les minorités ethniques peuvent faire l'objet de discrimination lors du processus de recrutement en raison de leur origine, de leur religion et/ou de leur sexe. On possède encore trop peu de données chiffrées sur la discrimination qui s'exerce en cours de d'emploi, par exemple en ce qui concerne les salaires, les promotions et les licenciements.

Introduction

La réussite scolaire et professionnelle des enfants d'immigrés – en particulier lorsque les parents ont un faible niveau d'instruction ou gagnent moins que les parents nés dans le pays – est signe qu'il est possible à ces enfants de dépasser leur handicap de départ et que des dispositifs d'accompagnement efficaces sont en place pour aider les jeunes issus de l'immigration à gravir des échelons sur l'échelle sociale. La mobilité intergénérationnelle

chez les enfants d'immigrés peut être considérée comme la pierre de touche de l'égalité des chances et de l'intégration.

La situation socioéconomique des enfants et des jeunes issus de l'immigration cristallise l'attention du monde politique et des citoyens en général. Cet intérêt tient sans doute en partie au fait que la part de la population issue de l'immigration a fortement progressé dans de nombreux pays de l'UE et de l'OCDE. En 2013, dans 22 pays de l'OCDE pour lesquels des données étaient disponibles, près de 20 % des jeunes âgés de 15 à 34 ans avaient des parents immigrés ou étaient eux-mêmes nés à l'étranger (OCDE/UE, 2015). Dans le même temps, de nombreuses études ont visé à confronter le devenir scolaire et professionnel des enfants d'immigrés à celui de leurs semblables qui ne sont pas issus de l'immigration (Damas de Matos, 2010 ; Liebig et Widmaier, 2010). Ces travaux ont mis en lumière un « écart de résultats » persistant, dans de nombreux pays de l'OCDE, entre ces deux groupes. Un écart qui s'atténue, mais qui disparaît rarement, lorsque l'on tient compte des caractéristiques socioéconomiques des parents.

L'objectif de la présente analyse est de faire une synthèse des travaux dont les auteurs ne se sont pas contentés de comparer les enfants d'immigrés aux enfants dont les parents sont nés dans le pays. Cette analyse se place dans une perspective intergénérationnelle et cherche à identifier les principaux facteurs qui interviennent dans la transmission de la situation socioéconomique des parents immigrés à leurs enfants. Ainsi, lorsque ces parents ont une situation professionnelle ou un niveau de formation modestes, les enfants peuvent accomplir des progrès notables par rapport à la génération qui les précède, sans parvenir pour autant une situation aussi enviable que ceux dont les parents sont natifs du pays. Cela met en évidence que l'intégration et la mobilité socioéconomique sont deux clés de lecture, connexes mais distinctes, pour apprécier comment les enfants d'immigrés s'en sortent dans le système éducatif et sur le marché du travail.

Peu de travaux encore ont été consacrés aux facteurs qui façonnent les schémas de mobilité intergénérationnelle observés parmi les familles immigrées. C'est la raison pour laquelle le présent chapitre adopte un périmètre plus large et couvre également des études qui ne portent pas explicitement sur la mobilité – ainsi de travaux sur les déterminants des retombées de l'enseignement chez les enfants d'immigrés – l'idée étant de percevoir quels sont les éléments susceptibles d'entrer en jeu.

Notre étude bibliographique se concentrera principalement sur les enfants d'immigrés qui sont nés dans le pays d'accueil¹. On évitera cependant d'y utiliser l'expression relativement courante d'immigrés de « deuxième génération », malvenue ici car tendant à présenter ces personnes comme des immigrés à part entière, non comme des personnes nées dans le pays et dont l'histoire familiale est liée à l'immigration. L'étude lui préférera celle de « personnes issues de l'immigration » lorsqu'il s'agira de désigner les individus nés dans un pays donné de deux parents qui sont eux-mêmes nés à l'étranger². Il est essentiel de comprendre quels sont les ressorts de la mobilité intergénérationnelle au sein de ce groupe, car ses membres devraient en théorie avoir bénéficié du même accès à l'éducation et à l'emploi que leurs pareils dont les parents sont natifs du pays. Notre analyse bibliographique s'étendra également, dans certains cas, à des études ayant pris pour objet des minorités ethniques, en particulier dans les pays anglo-saxons, compte tenu des éléments souvent maigres dont nous disposons à propos des individus issus de l'immigration.

La mobilité au regard de la formation et de la situation économique des enfants nés de parents immigrés varie non seulement entre les différents pays de l'OCDE et de l'UE, mais également entre les différents groupes d'immigrés. De plus, certains groupes

minoritaires ont largement bénéficié de l'ascenseur social dans certains pays, mais non dans tous. De telles différences entre pays et entre communautés d'immigrés signalent d'ores et déjà l'importance du capital humain parental et des effets de la sélection (Borjas, 1995 ; Solon, 2014 ; Becker et al., 2015), mais révèlent également que certains facteurs institutionnels, tels que les systèmes scolaires (Bauer et Riphahn, 2013 ; Schnell, 2014), et les structures de niveau intermédiaire, comme les réseaux d'immigrés (Beine, 2015), ainsi que la discrimination, peuvent décider de la mobilité des enfants d'immigrés.

Dans la suite du chapitre nous étudierons comment la mobilité intergénérationnelle peut se mesurer (section 2) avant de passer en revue les facteurs qui agissent sur cette mobilité en ce qui concerne les enfants d'immigrés, l'accent étant mis sur les caractéristiques familiales (section 3), les conséquences qu'entraîne le fait d'avoir grandi dans un quartier défavorisé (section 4), les facteurs déterminants au niveau de l'école (section 5) et les mécanismes et obstacles associés au passage de l'école à la vie active (section 6). La section 7 viendra en conclusion sur le sujet et esquissera des pistes à explorer dans le cadre de futures recherches.

Mesurer la mobilité intergénérationnelle chez les immigrés et leurs enfants

La mobilité intergénérationnelle, soit la différence de statut social entre un individu et ses parents, peut se mesurer de manière absolue ou relative. La *mobilité absolue* renvoie à une évolution sociétale d'ensemble qui influe sur les retombées socioéconomiques ou les niveaux de vie en termes absolus, comme une proportion plus importante de diplômés du troisième cycle ou des salaires globalement plus élevés d'une génération à l'autre. La *mobilité relative* indique quant à elle dans quelle mesure le contexte familial entre en ligne de compte. En d'autres termes, dans une société où la mobilité relative est importante, les individus issus de familles (dé)favorisées ont relativement plus de chances de gravir ou descendre des échelons sur l'échelle sociale que là où elle est faible.

Dans le contexte de la mobilité intergénérationnelle chez les personnes issues de l'immigration, on pose souvent comme postulat qu'une mobilité relative élevée – c'est-à-dire une faible corrélation entre, d'une part, la situation des parents et, d'autre part, le devenir scolaire et professionnel de leur progéniture – est un résultat souhaitable, ou un objectif approprié, pour l'action des pouvoirs publics. Si elle est effectivement souhaitable dans le cas de parents ayant un faible niveau de formation, il en va différemment dans le cas de parents immigrés très qualifiés ou avec un niveau de formation élevé se trouvant dans l'impossibilité de transmettre cet avantage à leurs enfants, qui connaissent alors une mobilité descendante. Hout (1984) a décrit ce phénomène comme une forme de « perméabilité perverse », observant que l'extraction sociale a une moindre incidence sur le devenir professionnel des Afro-américains que sur celui des Américains blancs. On ne saurait donc en aucun cas se contenter d'apprécier l'intensité générale de la corrélation entre les résultats socioéconomiques des parents et ceux des enfants sans regarder de plus près à l'*orientation* des taux de mobilité relative.

Les études menées comparent essentiellement trois indicateurs socioéconomiques pour mesurer la mobilité intergénérationnelle entre parents et enfants : le niveau d'études, la profession ou la classe sociale et les revenus. Abstraction faite de l'ascendance nationale, les comparaisons internationales révèlent que la mobilité sur l'échelle des revenus est généralement plus importante en Australie, au Canada et dans les pays scandinaves qu'aux États-Unis, en France, au Royaume-Uni et dans les pays d'Europe méridionale (voir d'Addio, 2007 ; Black et Devreux, 2011). En ce qui concerne la mobilité en matière de formation, ces comparaisons montrent de nets écarts de pays à pays ; les pays

d'Amérique latine affichent les plus fortes similitudes entre parents et enfants de ce point de vue, tandis que les corrélations les plus faibles s'observent dans les pays scandinaves (Hertz et al., 2007).

Si l'on peut se faire ainsi une idée de l'effet donné au principe d'égalité des chances, de telles comparaisons à l'échelle des pays sont plus difficiles à réaliser pour les personnes issues de l'immigration, car aussi bien la mobilité en matière de formation que la mobilité économique ont tendance à varier entre les groupes d'immigrés (voir par exemple Hammarsted et Palme, 2012 ; Bauer et Riphahn, 2013 ; Luthra et Soehl, 2015). En outre, lorsque l'on mesure la mobilité intergénérationnelle entre les immigrés et leurs enfants, il convient d'avoir à l'esprit un certain nombre de mises en garde, énoncées dans les paragraphes qui suivent.

La mobilité en matière de formation peut s'apprécier en confrontant parents et enfants au regard du nombre d'années de scolarité ou du diplôme le plus élevé obtenu. S'il s'agit là de mesures généralement directes et intuitives du bagage scolaire d'un individu, le niveau d'études atteint par les parents immigrés et leurs enfants n'est pas nécessairement comparable si la qualité de l'enseignement diffère entre le pays d'origine et le pays d'accueil. De plus, l'accès à l'enseignement peut être limité dans les pays à faible revenu et il est probable en pareils cas que le niveau de formation des parents ne rende pas justice de leurs ambitions ou de leurs capacités intellectuelles, car sa faiblesse sera plutôt le signe d'un enseignement inégalitaire ou insuffisant dans le pays où ils ont grandi (Luthra, 2010). On est par conséquent fondé à se demander s'il est si aisé que cela de comparer des parents immigrés ayant fréquenté très brièvement le système scolaire formel à des personnes nées dans le pays ayant un niveau de formation aussi faible que le leur.

Mobilité professionnelle et sociale – On peut considérer que la profession renseigne de manière assez précise sur le statut social, le capital culturel, les ressources économiques et le réseau de relations d'un individu. Des indices de classement des professions en fonction du revenu et du niveau de formation moyens ont été utilisés pour mesurer la mobilité relative et ont servi également à établir une répartition des professions selon la catégorie sociale dont elles relèvent (Erikson, Goldthorpe et Portocarrero, 1979 ; Erikson et Goldthorpe, 2002). Toutefois, si les parents immigrés sont surqualifiés par rapport à l'emploi qu'ils occupent dans le pays d'installation, leur profession ne sera pas à l'image de leurs compétences ni du statut social qui était autrefois le leur dans leur pays d'origine. Plusieurs études ont abordé cette question en prenant également en considération la situation socioéconomique des parents avant l'émigration (Feliciano, 2005 ; Ichou, 2014 ; Feliciano et Lanuza, 2017). Mais cela complique également l'interprétation des résultats. Si l'on suppose par exemple qu'un individu né de parents immigrés ayant suivi une formation à l'université et exerçant un emploi peu qualifié dans le pays d'accueil décroche pour sa part un poste moyennement qualifié, il y a lieu de se demander si l'on est en présence d'une mobilité ascendante ou au contraire descendante.

Encadré 2.1. Niveau d'instruction des mères et rémunération des pères

Nombreuses sont les études à ne porter que sur le couple père-fils, excluant par là même la mobilité intergénérationnelle chez les femmes. Ce tropisme masculin tient en partie à l'insuffisance des données antérieures, à la moindre présence des femmes sur le marché du travail et au fait que le profil socioéconomique du père est supposé rendre convenablement les ressources familiales (Korupp, Ganzeboom et van der Lippe, 2002). Or une approche centrée sur les seules caractéristiques paternelles 1) méconnaît l'influence importante que peut avoir la situation socioéconomique des mères, quel que soit leur statut au regard de l'emploi, et 2) peut qui plus est se prêter de moins en moins à la mesure indirecte des caractéristiques familiales puisque les femmes se font davantage présentes sur le marché du travail et que leur niveau d'instruction ne cesse de s'élever.

L'observation confirme l'influence importante de la situation socioéconomique des mères sur la mobilité de leurs enfants. Ainsi, aux États-Unis, il apparaît que la mobilité des fils et des filles est surestimée lorsque la situation des mères, qu'elles occupent un emploi ou soient femmes au foyer, n'est pas prise en considération (Beller, 2009). De plus, certains indices donnent à penser que les filles dont la mère exerce un emploi sont davantage susceptibles de travailler à leur tour (Farré et Vella, 2013 ; McGinn, Lingo et Castro, 2015).

On ne sait pas encore très bien si les caractéristiques des deux parents ont une égale importance dans l'hérédité, ni dans quelle mesure leur influence est aussi fonction du sexe de l'enfant. Sur ce point, les résultats sont très différents selon le contexte national mais aussi selon le caractère considéré (transmission du niveau de formation, du revenu ou de la profession). À partir de données concernant l'Allemagne de l'Ouest, les États-Unis et les Pays-Bas, Korupp, Ganzeboom et van der Lippe (2002) expérimentent un certain nombre de modèles et concluent que ne prendre en compte que la formation du père amène les résultats les plus divergents par rapport aux données, alors qu'un modèle reposant sur les deux parents mais attribuant la prépondérance à celui dont le statut est le plus élevé sera la meilleure variable explicative de l'influence parentale sur le niveau de formation atteint. Un constat analogue est dressé pour les Pays-Bas (Buis, 2013). Dès lors que les deux parents travaillent, ce n'est pas le sexe qui importe, mais le niveau de formation le plus élevé. Cependant, une mère très instruite qui ne travaille pas exerce sur le niveau d'instruction de ses enfants une influence supérieure à celle d'un père occupant un emploi.

La *mobilité sur l'échelle des revenus* se mesure essentiellement en évaluant la corrélation des salaires d'une génération par rapport à l'autre ou en calculant les élasticités. Si, par exemple, les élasticités se situent aux alentours de 0.4, les enfants dont les parents ont un salaire supérieur de 10% au salaire moyen peuvent escompter un salaire supérieur de 4 % au salaire moyen. Autrement dit, plus les élasticités sont proches de zéro, moins les résultats des enfants dépendent de la situation des parents. S'il s'agit d'un bon moyen d'appréhender la mobilité intergénérationnelle à travers un seul paramètre, les élasticités ne mettent pas en lumière d'éventuelles différences selon la position occupée sur l'échelle des revenus (voir par exemple Mazumder, 2005, pour les États-Unis ; Corak et Heisz, 1999, pour le Canada ; Bratsberg et al., 2007, pour les États-Unis, le Royaume-Uni et les pays nordiques). Elles ne révèlent pas non plus si cette mobilité est ascendante ou descendante (voir par exemple Bhattacharya et Mazumder, 2011, qui, pour apprécier la

mobilité intergénérationnelle sur l'échelle des revenus ont créé une mesure directionnelle de la mobilité sociale). Les élasticités n'étant pas un indicateur normalisé, elles peuvent tout aussi bien traduire l'évolution des inégalités de revenus. Pour évacuer ce problème, certains auteurs se sont intéressés également aux coefficients de corrélation intergénérationnelle montrant, de façon normalisée, à quel point les revenus des enfants sont liés à ceux de leurs parents. Ainsi, lorsqu'aucune évolution dans l'inégalité des revenus entre les générations n'est constatée, le coefficient de corrélation et les élasticités sont identiques. Toutefois, l'une et l'autre méthodes excluent généralement les chômeurs. Cela peut donner une image déformée de l'ensemble des débouchés que le marché du travail offre aux enfants d'immigrés lorsque les taux de chômage sont élevés chez leurs parents, ce qui est le cas dans plusieurs pays de l'OCDE. Il n'est pas aisé de dresser de la mobilité intergénérationnelle des enfants d'immigrés dans les pays de l'OCDE un tableau complet qui se prête à des comparaisons. Les études en effet portent sur des variables de résultats différentes, ne suivent pas toutes les mêmes démarches méthodologiques et précisent rarement si l'on est en présence d'une mobilité ascendante ou descendante.

À cela s'ajoute que les résultats varient souvent entre les groupes d'immigrés, ce qui vient souligner, dans une certaine mesure, l'importance de la sélection positive qui s'opère parmi les parents immigrés. Feliciano (2005) rend compte de cette sélection à travers le niveau d'études des parents immigrés qu'il confronte à celui de leurs compatriotes n'ayant pas émigré. Elle fait apparaître que, pour les États-Unis, la sélection positive explique en partie les écarts de niveau de formation observés chez les enfants d'immigrés, même lorsque l'on tient compte de la situation socioéconomique des parents dans le pays d'installation. Par exemple, les forts taux d'inscription à l'université chez les jeunes d'origine asiatique sont partiellement liés au fait que leurs parents ont un niveau d'études supérieur à celui de leurs compatriotes restés au pays. Cette sélection positive est moins marquée en ce qui concerne les parents originaires d'Amérique latine, des Caraïbes et d'Europe. Une sélection sévère n'est sans doute pas étrangère non plus aux résultats enviables, comparativement, des enfants d'immigrés vivant au Canada (Hou et Bonikowska, 2016). On aboutit à des conclusions semblables pour la France, où la position relative des parents immigrés sur l'échelle des qualifications dans leur pays d'origine a une influence sur la scolarité de leurs enfants, indépendamment d'autres indicateurs de leur situation socioéconomique dans le pays d'accueil (Ichou, 2014).

Malgré les difficultés présentées par la comparaison, de pays à pays, des changements qui interviennent d'une génération à l'autre, un certain nombre de faits stylisés se dégagent des travaux sur la mobilité intergénérationnelle des enfants d'immigrés :

- De nombreuses études donnent une appréciation globale du lien qui existe entre les retombées de l'enseignement chez les immigrés et le devenir scolaire de leurs enfants plutôt que de tendre à montrer combien ce lien peut avoir une force différente selon que les parents sont peu ou très instruits. La majorité des travaux révèle que les personnes issues de l'immigration atteignent un niveau d'instruction supérieur à celui de leurs parents, encore que, dans bon nombre des pays de l'OCDE, cela s'explique par le fait que ceux de ces parents qui sont originaires de pays extérieurs à la zone possèdent en moyenne un bagage relativement maigre (Zuccotti, Ganzeboom et Guveli, 2015 ; Liebig et Music, 2017a).
- La comparaison de la mobilité, en termes d'instruction, des enfants de parents ayant fait peu d'études selon que ceux-ci sont nés dans le pays ou à l'étranger donne à l'heure actuelle des résultats pour le moins contrastés. Ainsi, en ce qui

concerne le Canada, il apparaît que, d'une manière générale, les enfants nés dans le pays d'un père immigré peu instruit ont plus de chances de faire mieux que lui de ce point de vue que les enfants dont le père est canadien et lui aussi peu instruit (Aydemir, Chen et Corak, 2013). Même chose en Allemagne, où les enfants issus de l'immigration s'arrachent plus facilement à une situation socioéconomique inférieure que les enfants de parents allemands et sont moins pénalisés qu'eux si leurs parents ont un faible niveau d'instruction (Luthra, 2010). En Norvège, tous les enfants issus de familles défavorisées, que leurs parents soient immigrés ou non, ont les mêmes chances de se hisser à un niveau de vie supérieur (Hermansen, 2016). À l'inverse, en Autriche, la persistance d'un faible niveau d'instruction d'une génération à l'autre se constate dans les familles issues de l'immigration bien plus fréquemment que dans les autres. (Altzinger et al., 2013). Il est probable toutefois que ces résultats soient influencés par une forte hétérogénéité latente entre les parents peu instruits nés dans le pays et les parents peu instruits nés à l'étranger. Comme indiqué plus haut, les parents peu instruits natifs des pays de l'OCDE peuvent se distinguer de leurs homologues du reste du monde au regard de diverses caractéristiques qui échappent à l'observation.

- Les éléments disponibles au sujet de la mobilité sur l'échelle des revenus sont mêlés. Dans plusieurs pays, la progression du revenu d'une génération à l'autre semble moins marquée pour les personnes issues de l'immigration que pour les autres (par exemple, Bauer, 2006, pour la Suisse; Yuksel, 2009, pour l'Allemagne) quand elle serait identique dans un pays comme le Canada (Aydemir, Chen et Corak, 2009).
- On constate en outre, en ce qui concerne les pays européens membres de l'OCDE, que la probabilité de décrocher un emploi demeure relativement faible, d'une génération à l'autre, pour les individus dont les parents sont nés en dehors de l'UE. Si l'on regarde tour à tour les enfants de parents peu instruits originaires de pays n'appartenant pas à l'UE et les enfants de parents peu instruits nés dans le pays, il apparaît que cette probabilité est inférieure chez les premiers, même en prenant en considération leur propre niveau d'instruction. L'écart, compris entre 5 et 10 points de pourcentage en Autriche, en Suisse, en Espagne, en France en Norvège et au Royaume-Uni, atteint 18 points de pourcentage en Belgique (Liebig et Music, 2017b).
- Dans l'UE, la mobilité ascendante entre les générations au regard de l'emploi semble moins assurée aux enfants d'immigrés extra-européens qu'aux enfants dont les parents sont nés dans le pays considéré ou dans un autre pays de l'Union. Chez les premiers, seule une personne sur cinq exerce un métier plus qualifié que celui de son père, contre une sur trois chez les seconds (Liebig et Music, 2017b). Si l'on tient compte de leur propre niveau d'instruction, la probabilité d'une ascension au plan professionnel parmi les membres du premier groupe est inférieure de 13 à 21 points de pourcentage à celle des personnes nées dans le pays en Autriche, en Norvège, en Espagne et en Belgique, et de 4 à 6 points environ au Royaume-Uni, en France et en Suisse.

Il ressort d'études antérieures que plusieurs facteurs pourraient avoir une incidence sur le devenir scolaire et professionnel des enfants d'immigrés, en freinant ou au contraire en facilitant leur accession à une situation plus enviable que celle de leurs parents. C'est à l'analyse de ces facteurs que la suite du chapitre est consacrée.

Les caractéristiques familiales et leur influence sur la mobilité sociale

Les travaux publiés ont mis en lumière plusieurs caractéristiques familiales qui pourraient constituer des moteurs de la mobilité intergénérationnelle des individus issus de l'immigration. Les paragraphes qui suivent résument donc les recherches menées pour comprendre comment le nombre de frères et sœurs, la durée du séjour des parents dans le pays d'accueil, leur maîtrise de la langue et leurs attentes en matière d'éducation influencent cette mobilité.

Nombre de frères et sœurs et rang de naissance

De nombreux auteurs estiment que les parents peuvent être amenés à faire un compromis entre qualité et quantité dans l'investissement qu'ils consacrent à leurs enfants puisque leurs ressources, en temps et en argent, sont limitées. Grandir au milieu de plusieurs frères et sœurs serait ainsi susceptible d'avoir un effet préjudiciable sur les retombées qu'un enfant peut obtenir de l'enseignement (Becker et Tomes, 1976). Appartenir à une famille nombreuse pourrait donc être un frein à la mobilité intergénérationnelle, surtout pour les enfants issus de familles à faible revenu qui ont moins de ressources à investir. Certaines études décèlent une telle corrélation négative entre le nombre de frères et sœurs et le niveau de formation atteint (Sieben, Huinink et de Graaf, 2001), même lorsque l'on tient compte du fait que la taille de la fratrie peut traduire en réalité l'influence des caractéristiques socioéconomiques défavorables associées aux familles nombreuses, telles que les ressources financières limitées (Meier Jæger, 2008). Cependant, dans l'ensemble, les éléments d'appréciation sont mitigés et dépendent largement du modèle statistique utilisé (Angrist, Lavy et Schlosser, 2006). Qui plus est, le rang de naissance semble être un facteur important. Pour la Norvège, l'incidence de la taille de la famille devient négligeable une fois le rang de naissance pris en compte (Black, Devereux et Salvanes, 2005) et il en va de même aux États-Unis et aux Pays-Bas (de Haan, 2005).

Rares sont les travaux qui ont été consacrés à l'influence intergénérationnelle de la taille de la famille et du rang de naissance chez les immigrés bien que, pratiquement partout, les jeunes ayant des parents non ressortissants de l'UE comptent davantage de frères et sœurs que ceux dont les parents sont natifs du pays considéré³. Parallèlement, dans l'UE et l'OCDE, les jeunes issus de l'immigration ont une plus forte probabilité de grandir dans des ménages pauvres, ce qui signifie que les capacités d'investissement des parents à leur égard sont plus limitées. Les études axées sur les effets de fratrie chez les enfants d'immigrés apportent des éléments plutôt contrastés.

La taille de la fratrie n'a pas d'effet significatif sur les retombées de l'enseignement secondaire de deuxième cycle en Allemagne (Kristen et Granato, 2007 ; Luthra, 2010). Des résultats semblables sont observés en Norvège, où elle n'a qu'une incidence limitée sur le niveau de formation atteint par les personnes nées dans le pays de parents étrangers. Être l'aîné allonge en revanche la durée des études d'environ 0.4 ans, en moyenne, pour les hommes comme pour les femmes (Hermansen, 2016). Concernant la France, si l'on compare à d'autres caractéristiques familiales, on observe que les effets défavorables liés au nombre de frères et sœurs sont relativement tenus chez les personnes issues de l'immigration (Domingues Dos Santos et Wolff, 2011).

À l'inverse, Bauer et Riphahn (2007) montrent que, dans le cas d'un enfant né en Suisse et dont un parent au moins est né à l'étranger, plus le nombre de frères et sœurs augmente plus les chances d'atteindre un niveau d'instruction élevé diminuent. En tenant compte d'un certain nombre de caractéristiques familiales, ils ont établi que la taille de la famille

avait une incidence défavorable dans le cas des jeunes issus de l'immigration. Avoir des parents avec un faible niveau d'instruction et trois frères et sœurs, sinon plus, plutôt qu'un seul, ou même aucun, réduit de 6 points de pourcentage (de 21 % à 15 %) la probabilité de faire de études poussées. On observe de même, en Allemagne et en France, que l'influence exercée par la taille de la famille dépend du nombre de frères et sœurs, celui-ci n'ayant une incidence marquée sur le parcours scolaire d'un individu que s'il est égal ou supérieur à trois (Meurs, Puhani et von Haaren, 2015). Cela dit, la taille de la famille a moins d'influence pour les enfants nés dans le pays de parents étrangers (l'incidence est non significative en Allemagne) qu'elle n'en a pour les élèves immigrés et pour ceux dont les parents sont natifs du pays.

Il n'est pas exclu toutefois que la taille de la fratrie agisse aussi dans l'autre sens sur le niveau de formation de ses membres, c'est-à-dire que les aînés puissent avoir une influence bénéfique sur la scolarité des cadets. Il se pourrait ainsi que, dans les familles dont les parents, immigrés, connaissent mal le système éducatif ou ne sont pas pleinement en mesure d'accompagner leurs enfants, les aînés prennent à certains égards le relais vis-à-vis de leurs frères et sœurs et les aident dans leur parcours scolaire. Les éléments d'appréciation qui mettent en évidence l'importance de ce rôle sont encore rares et, dans une large mesure, d'ordre qualitatif. Ces études, en grande partie basées sur des entretiens de fond, indiquent qu'ils apportent souvent un soutien précieux aux plus jeunes (voir par exemple Mogueu et Santelli, 2015).

En observant des étudiants nés de parents turcs en Autriche, en France et en Suède, Schnell (2014) constate que, plus la famille est nombreuse, plus le soutien apporté par les aînés au plan scolaire, comme l'aide aux devoirs, prend de l'importance, ce qui laisse supposer un report de responsabilité proportionné des parents sur leurs enfants les plus âgés. En Autriche, ce soutien diminue qui plus est les risques de sortie prématurée du système scolaire et augmente les chances de poursuivre des études au-delà du second cycle du secondaire. Cette corrélation reste importante une fois pris en compte le niveau de formation et l'implication des parents. En France et en Suède, en revanche, l'investissement des aînés n'a pas d'effet significatif. L'auteur estime que ces résultats pourraient découler de différences entre les systèmes éducatifs : alors que la France et la Suède ont un enseignement à plein temps, la plupart des écoles autrichiennes accueillent les élèves à la demi-journée, ce qui fait de la famille une ressource plus importante pour le soutien scolaire et l'aide aux devoirs.

Dans l'ensemble, les éléments dont on dispose concernant l'influence que la taille de la famille exerce dans le cas des enfants d'immigrés restent peu concluants. Bien que certains indices donnent à penser que l'appartenance à une famille particulièrement nombreuse peut être un handicap au regard du niveau de formation atteint, dans la plupart des études, la taille de la famille ne constitue pas un facteur explicatif si considérable. Il apparaît par conséquent que ce n'est pas celle-ci *en soi* qui a une incidence mais plutôt d'autres facteurs associés au fait de grandir dans une famille nombreuse, tels que le manque de ressources. Des facteurs institutionnels, comme les écarts au niveau des coûts de l'enseignement ou les différences entre les systèmes éducatifs, pourraient donc avoir un rôle dans l'incidence de la taille de la famille sur la mobilité intergénérationnelle. Par ailleurs, on manque encore d'éléments pour déterminer dans quelle mesure les aînés sont à même d'épauler leurs cadets et si cela peut se traduire par des taux de mobilité plus élevés chez ces derniers.

Durée de séjour des parents dans le pays d'accueil

Un grand nombre d'études indiquent que l'âge d'arrivée des immigrants comme le nombre d'années passées dans le pays d'installation depuis leur émigration influent sur le parcours d'intégration. De manière générale, le fait d'être arrivé jeune et d'avoir séjourné sur une durée non négligeable dans ce pays a des répercussions positives au regard d'indicateurs d'intégration tels que l'emploi et la maîtrise de la langue (Schaafsma et Sweetman, 2001 ; Böhlmark, 2008 ; OCDE/UE, 2015). Cependant, très peu d'études évaluent les effets intergénérationnels de la durée de résidence des parents immigrants. Le fait est quelque peu surprenant si l'on considère qu'un séjour plus long des parents dans le pays leur permet sans doute de mieux en parler la langue, d'afficher des taux d'emploi plus élevés, d'être mieux familiarisés avec le système éducatif ou d'avoir des réseaux plus étendus que les primo-arrivants, grâce à quoi ils pourraient être mieux à même de soutenir leurs enfants.

Au Canada, la durée de séjour des parents n'a qu'une influence modeste sur les résultats de leurs enfants en vocabulaire à la sortie de la maternelle et a généralement des effets non significatifs sur leurs résultats en mathématiques et en lecture à l'âge de sept ans (Worswick, 2004). Cela semble indiquer qu'elle est importante avant tout pour la transmission des compétences en langue. L'incidence négative sur les résultats en vocabulaire est légèrement plus marquée pour les parents dont la langue maternelle n'est ni l'anglais ni le français et pour les enfants dont les résultats au test de vocabulaire se situent parmi les 10 % les plus faibles.

Nielsen et Schindler Rangvid (2012) ont observé pour le Danemark que la durée de séjour des parents depuis leur arrivée avait une influence bénéfique sur les résultats scolaires de leurs enfants. Celle des mères entretient ainsi une corrélation positive avec les résultats aux examens de danois, en particulier pour leurs fils, tandis que celle des pères, si elle n'a pas d'effet sur les résultats en langue, se révèle avoir une influence bénéfique sur les notes en mathématiques et fait reculer le décrochage scolaire.

Une étude concernant la Suède a constaté que la durée de résidence des parents dans le pays influence de manière positive les notes de leurs enfants en suédois ainsi que leurs résultats aux tests de langue normalisés, mais n'a pas d'impact significatif sur leurs notes en mathématiques. Si l'on évalue les effets intergénérationnels en fonction du pays d'origine des parents, la corrélation semble être légèrement plus forte lorsque ces derniers arrivent de pays non occidentaux (Smith, Helgertz et Scott, 2016).

Dans l'ensemble, les années passées par les parents dans le pays d'installation ont une influence apparemment favorable, bien que généralement faible, sur leurs enfants nés dans ce pays. De surcroît, il apparaît que les bénéfices d'un séjour prolongé s'observent essentiellement dans la transmission des compétences en langue. Étant donné que très peu d'études examinent l'incidence intergénérationnelle de la durée de résidence, et pour trois pays seulement (Canada, Danemark et Suède), les éléments présentés ne doivent pas être considérés comme définitifs. En outre, rien n'indique pour l'heure que la naturalisation des parents – dont la probabilité augmente avec le temps passé dans le pays d'accueil – ait un effet sur les résultats des enfants ou modifie l'incidence potentielle de leur motif premier d'émigration sur le schéma de mobilité intergénérationnelle.

Compétences en langue des parents

Bien que la scolarité et l'interaction avec les pairs aient une forte incidence en la matière, on constate que la maîtrise de la langue par les enfants reste liée aux compétences linguistiques des parents, une part importante de l'apprentissage ayant lieu en l'occurrence à la maison. Aussi ces compétences parentales peuvent-elles être un facteur important lorsqu'il s'agit d'expliquer pourquoi les personnes issues de l'immigration réunissent, ou non, à l'école et s'élèvent, ou non, au-dessus de leurs parents au regard de la formation suivie.

Des études montrent qu'il existe une étroite corrélation entre les membres d'une même famille quant à la maîtrise de la langue (Chiswick, Lee et Miller, 2005). Toutefois, les compétences en langue mettent plus en jeu que le simple fait de parler correctement une langue au quotidien. Ainsi, les élèves doivent être capables de lire, de comprendre et de rédiger des textes pour réussir à l'école et, plus tard, sur le marché du travail. Plusieurs études indiquent que les enfants dont les parents (qu'ils soient étrangers ou nés dans le pays) ont un faible niveau d'instruction tendent à avoir un vocabulaire moins riche et davantage de peine à employer une langue convenable (Pan, Spier et Tamis-Lemonda, 2004 ; Becker, 2011), ce qui peut causer des difficultés pour comprendre un énoncé et rédiger un texte et, en définitive, pour atteindre un niveau d'études plus élevé que la génération précédente. C'est pourquoi les études portant sur la transmission des compétences en langue entre les parents immigrés et leurs enfants doivent aussi prendre en compte l'incidence des paramètres socioéconomiques de façon à ne pas confondre les facteurs propres aux immigrés avec celle de l'appartenance à une catégorie socioéconomique modeste.

Cela dit, les études analysant le mode de transmission des compétences en langue des parents immigrés à leurs enfants sont insuffisantes sur un certain nombre de points. La grande majorité d'entre elles ont recours à des critères assez vagues pour évaluer le niveau linguistique des parents, tels que le nombre d'années passées dans le pays ou le niveau de maîtrise subjectif, lequel présente un biais systématique dans certains groupes (Edele et al., 2015 pour l'Allemagne). De surcroît, de nombreux travaux portant sur l'influence de la langue parlée en famille révèlent, d'une manière générale, que le fait de ne pas parler la langue majoritaire du pays à la maison a des effets néfastes sur les retombées de l'enseignement (Schnepf, 2007 ; Dustmann, Frattini et Lanzara, 2012 ; Sweetman et van Ours, 2015). De tels résultats ne mettent cependant pas en relief les compétences réelles en langue des enfants ou celles des parents et ne sont pas, de ce fait, un indice de la transmission de la langue entre les générations. Qui plus est, l'acquisition de la langue peut être plus aisée et plus rapide pour certains parents immigrés, s'ils sont, par exemple, très qualifiés ou parlent une langue apparentée à celle du pays d'accueil (pour une analyse des conséquences de la distance linguistique sur l'apprentissage d'une langue, voir Chiswick et Miller, 2005, et Isphording et Otten, 2013). Enfin, la maîtrise de la langue du pays d'accueil ne se transmet pas seulement des parents aux enfants, mais aussi des enfants aux parents. Les progrès des enfants à l'école peuvent en effet déteindre sur leurs parents. Cependant, avoir des enfants peut aussi affaiblir les compétences en langue des parents lorsque leur propension à travailler s'en trouve réduite (Chiswick, Lee et Miller, 2005). Gardant à l'esprit ces réserves, un certain nombre d'auteurs soulignent néanmoins qu'une maîtrise limitée de la langue chez les parents a un effet négatif sur son acquisition par leurs enfants et sur le parcours scolaire de ces derniers.

La maîtrise de l'anglais par les parents a une incidence positive sur la connaissance que les enfants nés aux États-Unis s'attribuent de cette langue, une incidence qui décline toutefois avec l'âge jusqu'à devenir nulle au moment de l'entrée en premier cycle de l'enseignement secondaire (Bleakley et Chin, 2008).

Casey et Dustmann (2008) ont enquêté sur la transmission du « capital linguistique » des parents étrangers à leurs enfants en Allemagne. En tenant compte des caractéristiques parentales, telles que l'instruction, le revenu et les années passées dans le pays d'accueil, ils observent que les compétences en langue des parents (en l'occurrence le niveau de maîtrise que s'attribuent les intéressés) restent corrélées à la maîtrise que leurs enfants ont de la même langue. Si les compétences en langue des parents, évaluées de 0 (très mauvaise) à 1 (très bonne), augmentent de 0.1, les compétences en langue de leurs enfants vont augmenter d'environ 2.5 % lorsqu'ils sont nés en Allemagne et de 3 % lorsqu'ils sont nés à l'étranger mais arrivés avant 10 ans.

Domingues dos Santos et Wolff (2011) cherchent à savoir si les compétences en langue que déclarent les immigrés en influencent la capacité à transmettre à leurs enfants nés en France le niveau de formation qui est le leur. Ils constatent ainsi que la maîtrise du français par les parents est largement bénéfique pour le devenir scolaire de leurs enfants. En introduisant dans leur équation un terme d'interaction entre le nombre d'années d'études des parents et la maîtrise du français, les auteurs établissent en outre que la formation des parents a des retombées moins importantes sur celle de leurs enfants lorsque les premiers déclarent rencontrer des difficultés à parler le français.

En conclusion, la transmission des compétences en langue est difficile à apprécier lorsque l'on ne dispose pour cela que de variables indicatives imprécises. Qui plus est, ces compétences ne se transmettent pas seulement des parents aux enfants, mais aussi des enfants aux parents. Malgré ces réserves, certains éléments concrets indiquent que les bonnes compétences en langue des parents ont une influence positive sur celles de leurs enfants ainsi que sur leur niveau d'instruction, à plus forte raison lorsque ces enfants sont encore jeunes.

Aspirations et attentes en matière d'éducation

Un corpus de travaux de plus en plus important démontre que, sur le plan de l'instruction, les parents immigrés nourrissent fréquemment pour leur enfants des ambitions semblables à celles des parents nés dans le pays, quand elles ne sont pas plus élevées (Hagelskamp, Suárez-Orozco et Hughes, 2010 ; Gresch et al., 2012 ; Brinbaum et Cebolla-Boado, 2007). En Allemagne, en Belgique et en Hongrie, les premiers affirment plus souvent espérer que leurs enfants iront à l'université que ne le font les seconds. La différence s'accroît encore si l'on prend en compte la situation socioéconomique (OCDE, 2015 ; pour les États-Unis, voir Raleigh et Kao, 2010).

De plus, les élèves issus de l'immigration ont eux aussi tendance à envisager avec optimisme la suite de leur parcours scolaire. Si l'on compare des élèves ayant les mêmes scores PISA et le même statut socioéconomique mais dont certains sont nés dans le pays quand les autres sont issus de l'immigration, on remarque que ces derniers visent plus volontiers un diplôme de l'enseignement supérieur et ce, dans l'ensemble des 14 pays étudiés⁴ (OCDE, 2010).

De manière générale, l'optimisme des parents est important pour le parcours scolaire des enfants car il parvient souvent à se communiquer d'une génération à l'autre (Sewell et Hauser, 1972 ; Morgan, 1998 ; Modood, 2004). De hautes aspirations peuvent ainsi être considérées comme une forme de capital social intergénérationnel et seraient susceptibles de faciliter l'ascension des enfants d'immigrés (Raleigh et Kao, 2010).

Cela étant, dans de nombreux pays de l'UE et de l'OCDE, les grandes ambitions des parents immigrés et de leurs enfants sont en décalage avec le parcours scolaire effectif de ces derniers. Ce phénomène, parfois appelé « paradoxe de la concrétisation des aspirations » (*aspiration achievement paradox*), a fait l'objet de nombreuses études. L'ambition de s'élever sur l'échelle sociale peut être particulièrement répandue chez les parents ayant quitté leur pays d'origine pour améliorer les conditions de vie de leur famille (Kao et Tienda, 1995 ; Hagelskamp, Suárez-Orozco et Hughes, 2010), ou peut être motivée par l'idée que les études supérieures sont une protection contre des discriminations réelles ou supposées (Vallet et Caille, 1999). Les aspirations des parents immigrés pourraient aussi dénoter une faible connaissance du système éducatif et un manque de réalisme quand leurs enfants ne progressent qu'à grand peine (Gresch et al., 2012). Le problème viendrait alors de ce que ces parents ignorent comment changer ces aspirations relativement abstraites en objectifs concrets et réalistes. D'autres estiment que l'on ne peut s'attendre à ce que les grandes aspirations – qui sont, autrement dit, de l'ordre de la croyance –, s'accordent nécessairement au comportement des élèves ou qu'elles suffisent à elles seules pour surmonter des problèmes structurels plus généraux tenant au système éducatif (Cummings et al., 2012).

Seules quelques études vont au-delà de la collecte de données sur les différences d'aspirations entre les familles issues ou non de l'immigration et évaluent si les grands espoirs nourris par les parents et les enfants sont à même d'enrayer la transmission de handicaps entre générations. En outre, il faut garder à l'esprit qu'aucune de ces études ne permet d'écarter la possibilité d'une causalité inverse. On ne sait pas encore très bien, en effet, si ce sont les grandes ambitions qui donnent à l'enseignement des retombées importantes ou si, au contraire, ce sont les bons résultats scolaires qui suscitent des ambitions plus élevées.

Une étude menée aux États-Unis, qui s'attache à l'influence des attentes des parents sur le niveau de formation de leurs enfants, révèle que les parents immigrés ont davantage tendance à espérer que leurs enfants fréquentent l'enseignement post-secondaire que les parents nés dans le pays (Glick et White, 2004). Elle démontre que les attentes des parents immigrés et celles propres aux élèves expliquent en partie pourquoi leurs enfants affichent un taux d'inscription dans l'enseignement post-secondaire relativement plus important lorsque l'on tient compte des caractéristiques liées à la situation socioéconomique. Glick et White se sont demandé également si les étudiants étaient influencés différemment par les attentes de leurs parents selon qu'ils sont issus ou non de l'immigration, sans établir toutefois l'existence d'un lien d'interdépendance significatif entre le statut d'immigré et les attentes des parents.

En Australie, les observations de Le (2009) concernant l'influence que les aspirations des individus exercent sur les résultats aux examens d'entrée à l'université⁵ ne permettent pas de se faire une opinion définitive sur la question. Les aspirations des parents – en l'occurrence l'idée que leurs enfants poursuivront leurs études après le secondaire – ont une influence significative et positive sur les résultats des enfants

nés à l'étranger (plus élevés de 5 points de pourcentage) ; cette influence est moindre pour les enfants nés en Australie (+ 2 points de pourcentage) et nulle pour ceux qui ne sont pas issus de l'immigration. Il apparaît en revanche que les aspirations propres aux futurs étudiants n'ont une incidence significative sur les résultats que pour les individus dont les parents sont nés dans le pays (+ 5 pp), mais non pour ceux qui sont d'origine immigrée.

Vallet et Caille (1999) relèvent que, en France, les parents immigrés nourrissent de grandes ambitions quant aux études de leurs enfants, qui atténuent l'influence d'un milieu socioéconomique modeste et semblent avoir une incidence positive sur la scolarité de ces enfants dans le secondaire du premier et du deuxième cycles.

Cummings et al. (2012), estiment cependant que rien ne permet de définir avec certitude si le niveau de formation atteint s'explique en réalité par une évolution des aspirations, de la perception de ses propres capacités ou des valeurs auxquelles on tient vis-à-vis de la scolarité. À travers une méta-analyse de 30 programmes d'intervention visant à modifier les aspirations et l'état d'esprit des élèves et des parents de ménages défavorisés au Royaume-Uni et aux États-Unis, ils révèlent que les répercussions de ces programmes sur le niveau de formation atteint sont souvent insignifiantes. Qui plus est, pour la majorité des programmes, il n'a pas été clairement établi si la réussite des études supérieures découlait d'un changement d'état d'esprit ou si elle était due à des interventions (tutorat, programmes d'implication parentale) ayant exercé une influence directe sur les comportements et sur les compétences elles-mêmes. St. Clair, Kintrea et Houston (2013) soulignent au surplus que, dans de nombreux établissements défavorisés, les étudiants et leurs parents ont de grandes ambitions mais sans savoir comment les rendre concrètes et atteignables. Il apparaît ainsi que de telles ambitions sont nécessaires, mais non suffisantes, pour parvenir à un niveau d'instruction élevé et suivre une mobilité ascendante.

Encadré 2.2. Accès à l'enseignement universitaire

La détention d'un diplôme universitaire devient un préalable indispensable à la mobilité professionnelle ; on peut dire qu'elle est plus nécessaire à une entrée réussie dans la vie active pour les jeunes d'aujourd'hui qu'elle ne l'était pour la génération de leurs parents. Quoique la question ne soit pas encore tranchée de savoir si une part plus importante d'individus diplômés de l'enseignement supérieur est réellement le signe d'une plus grande mobilité sociale ultérieure (voir par exemple Bol, 2015 ; Bukodi et Goldthorpe, 2016), on constate que l'enseignement supérieur reste un « bon investissement » au regard du devenir professionnel (Machin, 2012). Il reste cependant à savoir si les personnes nées dans le pays de parents étrangers rencontrent des obstacles particuliers pour entrer à l'université.

Les études relèvent que les personnes issues de l'immigration et les étudiants appartenant à une minorité ethnique qui ont terminé le deuxième cycle de l'enseignement secondaire ont davantage tendance à poursuivre des études universitaires que leurs camarades dont la situation socioéconomique est comparable (Kristen et al., 2008, en Allemagne ; Turcotte, 2011, au Canada ; Chowdry et al., 2008, au Royaume-Uni ; Jackson et al., 2012, au Royaume-Uni et en Suède, par exemple). Étant donné les mécanismes en place dans de nombreux pays au niveau de l'enseignement secondaire de deuxième cycle pour orienter les élèves en fonction de leurs aptitudes, cette situation pourrait être l'effet d'une sélection positive car les élèves issus de l'immigration se heurtent souvent à davantage d'obstacles. Quoi qu'il en soit, cela démontre que le problème tient plutôt à la sous-représentation des personnes nées de parents étrangers dans l'enseignement secondaire de deuxième cycle qu'à une réticence à s'inscrire à l'université.

Dans les pays pour lesquels des données concrètes sont disponibles, il apparaît que les étudiants nés de parents immigrés et ceux appartenant à une minorité ethnique ont une préférence pour l'université plutôt que pour les écoles polytechniques ou les instituts de sciences appliquées, comparés à leur pairs dont les parents sont nés dans le pays ou appartiennent à la majorité ethnique (Chowdry et al., 2008 ; Kristen, Reimer et Kogan, 2008 ; Tolsma, Need et de Jong, 2010).

De surcroît, dans certains pays où la qualité ou la réputation des établissements d'enseignement supérieur varient considérablement, les personnes issues de l'immigration afficheraient des taux d'inscription semblables à celles dont les parents sont nés dans le pays, mais pourraient cependant être surreprésentées dans les universités les moins réputées. Au Royaume-Uni, par exemple, les étudiants appartenant à une minorité ethnique se concentrent dans des universités du Grand Londres, relativement récentes, et sont sous-représentés dans les universités classiques plus prestigieuses (Connor et al., 2004). On y constate en outre que les bureaux des admissions de ces universités sont moins portés à proposer une place aux candidats appartenant à une minorité ethnique qu'aux étudiants blancs ayant les mêmes diplômes (Boliver, 2013).

Enfin, les chances d'être diplômé de l'enseignement supérieur pour les étudiants nés de parents immigrés ou les étudiants appartenant à une minorité ethnique semblent varier d'un pays à l'autre mais, à ce jour, il existe assez peu de données disponibles qui tiennent compte des caractéristiques liées à leur situation socioéconomique. Alors qu'au Royaume-Uni on observe que les étudiants appartenant à une minorité ethnique se montrent moins enclins à abandonner leurs études universitaires (Vignoles et Powdthavee, 2009), on constate l'inverse pour les enfants d'immigrés aux Pays-Bas (Zorlu, 2011) et en France pour certains groupes ethniques (Brinbaum et Guégnard, 2013).

Tableau 2.1. Effets intergénérationnels des caractéristiques familiales sur les résultats des enfants d'immigrés en matière d'enseignement

Caractéristiques familiales	Effets	Exemples
Nombre de frères et sœurs	(Négatifs)	Effets faibles ou non significatifs : <ul style="list-style-type: none"> • Allemagne : Kristen et Granato, 2007 • France : Domingues Dos Santos et Wolff, 2011 • Norvège : Hermansen, 2016 Effets plus importants, significatifs : <ul style="list-style-type: none"> • Suisse : Bauer et Riphahn, 2007 • Pour les familles nombreuses, en Allemagne et en France : Meurs, Puhani et von Haaren, 2015
	(Positifs) (soutien scolaire et aide aux devoirs de la part des aînés)	Effets significatifs : <ul style="list-style-type: none"> • Autriche : Schnell, 2014 Effets non significatifs : <ul style="list-style-type: none"> • France et Suède : Schnell, 2014
Durée de séjour des parents	(Positifs)	Pour les résultats en mathématiques : effets faibles et en général non significatifs Pour les résultats en langues : effets faibles et en général significatifs : <ul style="list-style-type: none"> • Canada : Worswick, 2004 • Danemark : Nielsen et Schindler Rangvid, 2012 • Suède : Smith, Helgertz et Scott, 2016
Familiarité avec le système scolaire	(Positifs) L'impact précis n'est pas clairement défini, les études qualitatives soulignent l'importance de la familiarité des parents avec le système scolaire Les mesures qui favorisent l'implication des parents ont en général des effets positifs	<ul style="list-style-type: none"> • États-Unis : Deil-Amen et Rosenbaum, 2003 • Royaume-Uni : Brooks, 2008 • États-Unis : Jeynes, 2003 • États-Unis et Royaume-Uni : Schofield, 2006
Compétences des parents en langue	Positifs	<ul style="list-style-type: none"> • Allemagne : Casey et Dustmann, 2008 • États-Unis : uniquement lors de la petite enfance (Bleakley et Chin, 2008) • France : Domingues Dos Santos et Wolff, 2011
Aspirations et attentes en matière d'éducation	(Positifs) Effets mal définis. Il s'agit d'une condition probablement nécessaire mais non suffisante	<ul style="list-style-type: none"> • États-Unis et Royaume-Uni : Cummings et al., 2012 • Allemagne : Gresch et al., 2012 • Royaume-Uni : St. Clair, Kintrea et Houston, 2013

Note : Les résultats en matière d'enseignement s'entendent à la fois du niveau d'études (c'est-à-dire le diplôme le plus élevé) et des résultats obtenus (notes, résultats aux tests normalisés, par exemple). Les termes « positif/négatif » signes indiquent la relation avec la caractéristique familiale considérée ; par exemple un nombre plus important de frères et sœurs peut avoir tour à tour un effet négatif et positif sur le niveau de formation atteint. Les parenthèses indiquent que seules certaines des études prises en compte dans le tableau établissent l'existence d'un effet significatif.

Comment le fait d'avoir grandi dans un quartier défavorisé influe-t-il sur la mobilité intergénérationnelle ?

La ségrégation résidentielle, définie comme la concentration et la séparation de différents groupes sociaux dans une zone donnée, est non seulement la manifestation visible des inégalités, mais également un mécanisme d'accentuation des différences sociales, puisqu'elle peut limiter l'accès à une éducation et un emploi de qualité (pour une réflexion sur les méthodes d'évaluation de la ségrégation, voir Peach, 2009). De tels effets de voisinage peuvent également augmenter les chances de groupes déjà avantagés, tels que les personnes disposant de revenus élevés qui se concentrent dans des quartiers plus cossus.

Confronter la ségrégation des familles immigrées entre les pays n'est pas chose aisée, en partie parce que les unités géographiques et les données sont difficilement comparables (Sleutjes et de Valk, 2015 ; Östh, Clark et Malmberg, 2014). Cela dit, certaines études donnent à penser que la ségrégation résidentielle sur la base de l'appartenance ethnique est plus prononcée dans les villes des États-Unis que dans les villes de l'UE (Musterd et van Kempen, 2009). S'attachant aux caractéristiques de la ségrégation dans six villes d'Espagne, d'Italie et du Portugal, Arbaci et Malheiros (2010) constatent que les immigrés arrivés dans les années 1990 et au début des années 2000 s'y concentrent en périphérie, contrairement à ce que l'on observe en Europe centrale et en Europe du Nord où ils sont plus susceptibles de vivre dans des quartiers de centre-ville. Il semble en outre que la résidence dans un quartier défavorisé soit un trait persistant d'une génération à l'autre. Lorsque les jeunes adultes ayant grandi dans un tel endroit quittent le domicile parental, c'est souvent pour s'installer dans un autre quartier modeste et cette relation semble plus forte chez les enfants d'immigrés et les individus appartenant à une minorité ethnique (van Ham et al., 2014, pour Stockholm ; Vartanian, Walker Buck et Gleason, 2007, pour les États-Unis).

Toutefois, bien qu'il y ait souvent de fortes présomptions sur l'obstacle que représente la ségrégation ethnique au regard de l'emploi, des retombées de l'enseignement ou des capacités en langue, les éléments dont on dispose concernant les effets de cette ségrégation sur l'intégration des enfants d'immigrés ne sont pas si tranchés que cela (Bolt, Özüekren et Phillips, 2010) mais étroitement liés au dénuement socioéconomique des quartiers concernés, aux caractéristiques associées à la situation des parents et au capital social d'un groupe d'immigrés.

La plupart des travaux portant sur l'impact des handicaps liés au quartier sur les enfants d'immigrés ont pour objectif d'appréhender les facteurs propres à l'immigration en analysant dans quelle mesure le niveau de formation général atteint, ou la participation au marché du travail d'un groupe ethnique donné, influence les résultats socioéconomiques de l'un de ses membres. Le concept de « capital ethnique » a été introduit par Borjas (1992) qui affirme que l'« environnement ethnique » contribue à expliquer la transmission intergénérationnelle des handicaps. Il définit ce capital ethnique comme le niveau de compétences moyen d'un groupe ethnique au niveau de la génération du père, que l'on peut apprécier à travers le niveau d'instruction moyen du groupe, le prestige des professions exercées par ses membres ou les salaires. Or cette approche donne lieu à certaines critiques. Borjas fait remarquer que le capital ethnique est censé refléter la « qualité des environnements ethniques », qui comprennent non seulement des indices économiques, mais aussi des composantes sociales et culturelles. Or ces deux dernières ne font pas à proprement parler l'objet d'une mesure, de sorte que l'on en viendrait rapidement à se demander ce qui constitue au juste le capital ethnique.

De plus, comme le fait remarquer Niknami (2010), il est difficile d'interpréter l'influence du capital ethnique car celui-ci ne précise pas si les groupes ethniques partagent ou non des voisinages semblables. Si, par exemple, les groupes d'immigrés sont de faible envergure ou répartis de manière relativement homogène dans le pays, on peut penser qu'il n'y a pas d'échanges réguliers entre leurs membres. Il y aurait alors peu de raisons d'affirmer que les personnes issues de l'immigration sont influencées par le niveau général de compétences de la génération de leurs parents. Les études sur l'influence du capital collectif d'une communauté d'immigrés doivent dans l'idéal avoir une portée locale et être consacrées à des zones où de nombreuses familles d'immigrés sont installées.

C'est ainsi que Borjas (1995) réalise pour les États-Unis une étude à l'échelle de quartiers en s'appuyant sur des données du recensement de 1970. Il observe non seulement que la ségrégation résidentielle perdure entre la génération des parents étrangers et celle de leurs enfants nés aux États-Unis, mais également que les hommes issus de l'immigration et qui ont grandi dans des quartiers où le salaire moyen de leur groupe ethnique est élevé s'en sortent mieux sur le marché du travail que les fils de parents étrangers dont les pères ont des revenus moins élevés en moyenne. Cet « effet ethnique » se réduit considérablement, mais persiste néanmoins, lorsque l'on prend en considération l'ensemble des effets de voisinage, tels que le revenu moyen de tout le quartier.

La majorité des études menées en Europe ne constate qu'un rapport ténu, ou nul, entre capital ethnique et mobilité intergénérationnelle. En Suisse, à l'échelle tant nationale que régionale, l'incidence d'un niveau de formation élevé au sein d'un groupe ethnique sur ceux des membres de ce groupe qui sont issus de l'immigration est faible avec un rapport inverse à celui que pourrait suggérer l'hypothèse du capital ethnique : indépendamment du niveau de formation de leurs parents, les chances d'être diplômé de l'enseignement supérieur sont en effet plus élevées pour les individus dont le capital ethnique est faible que pour ceux dont le capital ethnique est important (Bauer et Riphahn, 2007). De la même manière, les études ne constatent qu'une influence faible ou nulle de ce capital chez les personnes issues de l'immigration en Allemagne (Yaman, 2014) et au Danemark (Hammarstedt et Palme, 2012). La proportion d'individus appartenant à un même groupe ethnique dans une commune donnée n'a pas d'incidence sur les chances des enfants nés en Suède de parents étrangers de terminer le deuxième cycle du secondaire, mais la probabilité d'obtenir un diplôme universitaire est moindre en ce qui les concerne. On a des raisons de penser qu'une proportion plus élevée d'individus appartenant à un même groupe ethnique réduit la probabilité d'être au chômage, mais aucune incidence sur les revenus n'a pu être relevée (Grönqvist, 2006).

Cependant, le fait de grandir, dans une ville de Suède, dans un quartier comptant une forte proportion d'adultes immigrés ayant suivi un enseignement post-secondaire mais percevant une allocation-chômage s'accompagne, pour les jeunes issus de l'immigration, d'une plus faible probabilité de finir leur cursus secondaire, peut-être parce que l'entourage proche donne le sentiment que cela ne vaut pas la peine de faire des études (Gustafsson, Katz et Österberg, 2016). Aussi, davantage que le capital humain moyen d'un groupe en tant que tel, c'est sans doute la présence ou l'absence de débouchés professionnels qui agit sur le niveau d'études de ces jeunes.

Une étude portant sur les minorités ethniques en Angleterre et dans le pays de Galles souligne qu'il est important de nuancer l'influence de la concentration ethnique sur le devenir professionnel (Zucotti et Platt, 2016). Tandis que la participation au marché du travail des femmes pakistanaises et bangladaises recule à mesure que leurs compatriotes

forment un groupe plus nombreux en proportion, les débouchés professionnels des hommes indiens augmentent et aucun effet non significatif n'a été décelé dans les autres groupes. C'est donc une preuve claire de l'importance du capital social spécifique au groupe et des normes propres à chaque sexe. Une proportion plus grande d'individus appartenant au même groupe ethnique peut être avantageuse quand il est possible par cet intermédiaire d'accéder à des possibilités d'emploi ou à des renseignements sur les postes vacants ; cependant, lorsque les groupes ethniques ne disposent pas de telles ressources collectives, les résultats de leurs membres sur le marché du travail peuvent être moindres (Portes et Zhou, 1993 ; Portes, 1998). Le fait que certains groupes « réussissent mieux » que les autres sur le plan professionnel peut également refléter les effets d'une sélection positive opérée au niveau de la génération des parents (voir l'analyse développée dans la section 2).

D'autres travaux mettent en avant l'importance du milieu environnant au sens large et indiquent que grandir dans un quartier défavorisé du point de vue socioéconomique peut avoir des répercussions à long terme sur la mobilité intergénérationnelle. Ces dernières années, un certain nombre d'études basées sur des interventions concrètes, quasi-expérimentales, démontrent l'existence de telles répercussions sur le devenir professionnel à long terme.

En observant les retombées à long terme du programme *Moving to Opportunity*, mené aux États-Unis, dans le cadre duquel des familles occupant un logement social dans un quartier défavorisé ont reçu une allocation pour aller s'installer dans un quartier plus prospère, on a constaté que les revenus perçus plus tard par les enfants partis avant l'âge de 13 ans sont supérieurs de près d'un tiers à ceux des enfants restés sur place (Chetty, Hendren et Katz, 2016). Cependant, on n'observe aucune augmentation des revenus pour ceux qui avaient plus de 13 ans au moment de leur déménagement. Il semble donc que l'incidence du voisinage sur la mobilité intergénérationnelle compte particulièrement durant l'enfance, ce qui souligne par là même l'importance de la qualité de l'enseignement et combien celle-ci varie entre quartiers plus ou moins favorisés (voir également Chetty et Hendren, 2016). De même, Rothwell et Massey (2015) indiquent qu'aux États-Unis l'influence du revenu moyen du quartier sur le revenu futur des enfants équivaut environ à la moitié de celle exercée par le revenu des parents et qu'elle devient plus importante encore lorsqu'elle est ajustée pour tenir compte du pouvoir d'achat régional.

Certes ces études ne prennent pas en considération les antécédents migratoires, mais elles démontrent néanmoins qu'une forte concentration de handicaps socioéconomiques à l'échelle du quartier peut, à long terme, peser sur le devenir professionnel des individus. Étant donné que, dans de nombreux pays, les enfants nés de parents étrangers ont de bonnes chances de vivre dans un quartier défavorisé, ces conclusions sont particulièrement pertinentes en ce qui les concerne.

Facteurs déterminants au niveau scolaire

Les écarts entre pays sur le plan de la mobilité intergénérationnelle sont dus en partie à des différences d'ordre scolaire, certains systèmes éducatifs semblant réussir mieux que d'autres à atténuer le handicap de départ des élèves issus de l'immigration. Les paragraphes qui suivent exposent dans les grandes lignes de quelle manière diverses caractéristiques scolaires, à savoir certains aspects institutionnels, comme l'éducation des jeunes enfants, les dispositifs d'orientation dans l'enseignement secondaire et l'accès à la formation universitaire, ainsi que les attentes et comportements des enseignants, peuvent jouer sur cette mobilité.

Fréquentation d'une école comptant une forte proportion d'élèves issus de l'immigration

Si, comme c'est généralement le cas, les élèves sont scolarisés à proximité de chez eux, les éventuels handicaps sociaux qui s'accumulent au niveau de leur quartier se retrouveront également à l'école. Les élèves étrangers et ceux issus de l'immigration sont souvent inégalement répartis entre les différents établissements scolaires ; au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni, 60 % à 65 % de ces élèves devraient changer d'école pour que l'on obtienne une répartition homogène à l'échelle du pays (Schnepf, 2004). Ce pourcentage est légèrement moins élevé en Allemagne, en Australie, en France, en Nouvelle-Zélande, aux Pays-Bas et en Suède (environ 50 %) et atteint son plus bas en Suisse (avec 40 %). En outre, les établissements scolaires se différencient également d'un point de vue socioéconomique. La ségrégation socioéconomique dans les établissements d'enseignement secondaire (en fonction de la situation familiale mais non du statut d'immigré) se révèle particulièrement forte en Allemagne, en Belgique et en Hongrie ; elle est légèrement moins marquée aux États-Unis et au Royaume-Uni, mais c'est dans les pays nordiques qu'elle est le plus rare (Jenkins, Micklewright et Schnepf, 2008).

Il s'agit donc de savoir à quel moment le fait de fréquenter une école accueillant une forte proportion d'élèves défavorisés a une influence significative sur la mobilité, en termes d'éducation, des enfants issus de l'immigration. Il est en effet peu probable que la corrélation entre la part d'élèves défavorisés et les retombées de l'enseignement soit linéaire. Au contraire, un certain nombre d'études affirment qu'il existe un certain seuil ou « point de rupture » au-delà duquel l'accumulation de handicaps devient trop importante, mais on ignore encore où il se situe précisément. Sa position dépend qui plus est de la capacité des écoles à répondre aux besoins propres aux élèves issus de familles modestes ou immigrées et de leur état de préparation à cet égard (Szulkin et Jonsson, 2007 ; Andersen et Thomsen, 2011).

Plusieurs études portant sur l'incidence d'une forte concentration d'élèves nés de parents étrangers dans les établissements scolaires font apparaître que ce n'est pas le statut d'immigré à proprement parler mais plutôt l'accumulation de handicaps socioéconomiques qui compromet les retombées de l'enseignement (Rumberger et Palardy, 2005 ; van der Slik Driessen et de Bot, 2006 ; Lemaitre, 2012). Le niveau socioéconomique moyen d'un établissement scolaire est donc un facteur important qui intervient dans la transmission intergénérationnelle d'un handicap et, comme nous le verrons ci-après, influence souvent les élèves de manière différente, selon qu'ils sont ou non issus de l'immigration.

Divers travaux ont cherché à apprécier l'importance de l'influence exercée par les camarades de classe (pour un aperçu général, voir Sacerdote, 2011). Or cette influence est souvent difficile à évaluer car une grande partie des différences entre les élèves d'une classe sont le résultat d'une sélection, comme le groupement selon le niveau, le choix des parents ou celui de l'école lorsqu'elle est libre de choisir ses élèves (Hoxby, 2000). La plupart des études examinent dans quelle mesure la proportion d'élèves immigrés, issus de l'immigration ou appartenant à une minorité ethnique influence les résultats scolaires des élèves nés dans le pays (Brunello et Rocco, 2013, pour une étude portant sur 19 pays de l'OCDE). Les études qui couvrent à la fois les élèves nés à l'étranger et les élèves nés dans le pays de parents étrangers sont légèrement moins fréquentes et font rarement la distinction entre les deux. Qui plus est, peu d'études évaluent le poids de la diversité, c'est-à-dire le nombre de groupes ethniques présents dans un établissement scolaire donné et leur taille respective (Dronkers et van der Velden, 2013). Cela étant, il est possible que la diversité

ethnique n'ait pas la même influence, sur les retombées de l'enseignement, que la part globale d'élèves issus de l'immigration. Les élèves fréquentant des établissements scolaires où cette diversité est importante ayant, par exemple, davantage de rapports avec des élèves dont la langue maternelle est différente de la leur, ils pourraient pratiquer plus régulièrement la langue d'enseignement que s'ils étaient scolarisés dans des établissements où prédomine un groupe de langue minoritaire. Toutefois, une plus grande diversité ethnique est également susceptible d'être préjudiciable aux élèves, par exemple si les enseignants ne sont pas en mesure de travailler aussi efficacement qu'avec une classe plus homogène (Dronkers et van der Velden, 2013).

Une méta-analyse, tirée essentiellement d'études menées aux États-Unis, montre qu'une proportion importante d'élèves appartenant à une minorité ethnique a une plus forte incidence sur les élèves de même origine que sur ceux qui appartiennent au groupe majoritaire ou à un autre groupe ethnique (van Ewijk et Slegers, 2010). Les auteurs de cette analyse ne relèvent toutefois que des effets limités, si l'on compare notamment à l'influence du milieu socioéconomique des parents. L'incidence sur les élèves de parents nés dans le pays se révèle être quasi nulle. Quoi qu'il en soit, il apparaît que l'influence exercée n'est pas identique pour tous les groupes minoritaires. Aux États-Unis, on observe que la part d'élèves afro-américains défavorisés a un effet plus marqué sur les retombées de l'enseignement que la proportion d'élèves immigrés.

En Europe, les observations recueillies sur l'éventuelle influence que la proportion d'élèves nés de parents étrangers exerce sur ces mêmes enfants semblent indiquer que le préjudice tient bien plus aux caractéristiques socioéconomiques et au profil de l'établissement que la condition d'immigré. Si l'on prend en considération ces caractéristiques⁶, la proportion d'élèves nés de parents étrangers n'a pas d'effet significatif sur les résultats scolaires des enfants d'immigrés aux Pays-Bas (Veerman van de Werfhorst et Dronkers, 2013), en Espagne (Cebolla-Boado et Garrido Medina, 2011) ou au Danemark (Jensen et Rasmussen, 2011).

Chez les jeunes nés en Allemagne, en Belgique et en Suède de parents turcs ou marocains, il apparaît que la présence en proportion importante d'élèves nés de parents étrangers a un certain effet protecteur en Belgique et en Suède, augmentant ainsi la probabilité de suivre un cursus supérieur plutôt qu'un parcours non universitaire. En Allemagne, en revanche, les élèves nés dans le pays de parents turcs ont moins de chances que leurs camarades dont les parents sont nés dans le pays de fréquenter l'université lorsque la proportion d'élèves nés de parents étrangers est élevée (Baysu et de Valk, 2012). Fekjær et Birkelund (2007) se penchent sur la composition ethnique des établissements scolaires d'Oslo et ses conséquences sur les notes obtenues. En tenant compte du profil socioéconomique global du public de chaque établissement, ils observent une légère influence positive sur les notes des élèves, qu'ils soient ou non issus de l'immigration. Ces résultats ne sont cependant applicables qu'aux établissements de deuxième cycle du secondaire et il est possible que les élèves issus de l'immigration qui y sont scolarisés forment un groupe choisi, présentant pour les études une motivation ou des capacités supérieures à celles des élèves appartenant à une autre filière du secondaire.

En résumé, la plupart des études ne révèlent qu'une corrélation faible, sinon nulle, entre la proportion d'élèves nés de parents immigrés et le niveau d'études atteint par ces mêmes élèves lorsque l'on tient compte des caractéristiques socioéconomiques. Ainsi, la relation préjudiciable souvent observée entre retombées de l'enseignement et forte proportion d'élèves issus de l'immigration doit beaucoup à la sélection des élèves défavorisés, qui sont, plus souvent qu'à leur tour, des enfants d'immigrés.

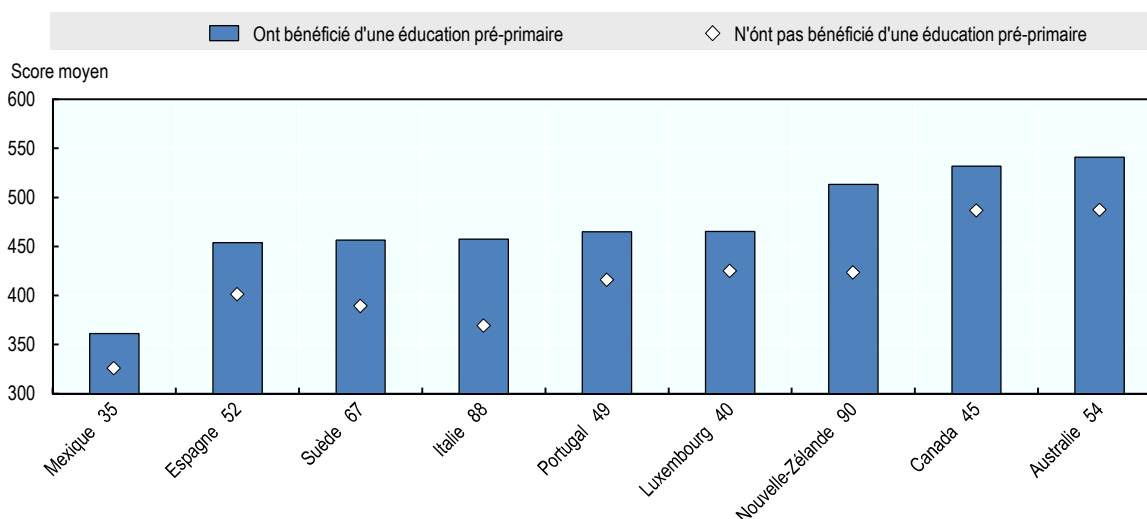
Éducation des jeunes enfants

Dans la zone OCDE, 69 % des enfants de 3 à 6 ans nés à l'étranger ou nés dans le pays de parents étrangers étaient scolarisés en maternelle en 2012, contre 76 % de leurs contemporains issus de la population locale. Dans la plupart des pays de l'UE, cependant, les différences sont minimes, notamment lorsque la scolarité est gratuite. On constate des exceptions notables en Italie, en Norvège et en République tchèque, avec des écarts d'environ 10 points de pourcentage (OCDE/UE, 2015).

Une importante somme de travaux atteste que la scolarisation dans la petite enfance peut entraîner des effets bénéfiques sur le devenir scolaire et professionnel, particulièrement chez les enfants issus de familles modestes et immigrées (Heckman, 2011 ; Elango et al., 2015). Pour les enfants de parents étrangers, la scolarité maternelle joue un rôle clé dans l'acquisition de la langue du pays (Bleakley et Chin, 2008 ; Votruba-Drzal et al., 2015) en plus d'avoir une influence positive sur leurs résultats scolaires ultérieurs (voir par exemple Spiess, Büchel et Wagner, 2003, pour l'Allemagne ; Magnuson, Lahaie et Waldfogel, 2006, pour les États-Unis ; Drange et Telle, 2010, pour Oslo ; Schneeweis, 2011, pour l'Autriche).

À partir de données du Programme international de l'OCDE pour le suivi des acquis des élèves (PISA), dans le cadre duquel on évalue les compétences en mathématiques, lecture et sciences des jeunes de 15 ans, le Graphique 2.1 fait ressortir que l'éducation pré-primaire a une forte incidence sur les compétences en lecture (un écart de score de 40 points équivaut approximativement à une année de scolarité). Dans la plupart des pays, l'éducation pré-primaire donne aux enfants nés de parents étrangers un avantage éducatif de l'ordre d'une année de scolarité sur leurs camarades nés eux aussi de parents étrangers mais qui n'ont pas été scolarisés avant le primaire. Pour l'Italie et la Nouvelle-Zélande, les écarts de score équivalent même à plus de deux ans de scolarité.

Graphique 2.1. Compétences PISA en lecture des élèves nés de parents immigrés en fonction de la scolarisation pré-primaire, différents pays, 2012.



Source : Adapté de OCDE, 2015, OECD Reviews of Migrant Education: Immigrant Students at School – Easing the journey towards Integration, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264249509-en>.

La mobilité intergénérationnelle peut donc être améliorée si l'éducation des jeunes enfants parvient à gommer les disparités et si les enfants d'immigrés sont préparés au même titre que les autres à entrer à l'école élémentaire. Il apparaît toutefois que les taux d'inscription doivent dépasser 60 % pour qu'il y ait un effet égalisateur (Schütz, Ursprung et Wöbmann, 2008). En-deçà, ce sont essentiellement les enfants issus de familles à revenus élevés ou intermédiaires qui, vraisemblablement, fréquentent l'école maternelle et consolident par là même leur avantage éducatif. Concernant l'enseignement primaire, une étude suisse évalue l'influence du début de la scolarité sur la mobilité intergénérationnelle à partir des différences qui existent entre les cantons suisses au sujet de l'âge fixé pour l'entrée en primaire (Bauer et Riphahn, 2009). Ses auteurs constatent qu'une scolarisation précoce produit des effets significatifs en réduisant l'avantage relatif des élèves dont les parents ont un niveau d'instruction élevé.

Tout indique donc que l'éducation des jeunes enfants, si tant est qu'elle soit largement accessible et de qualité, peut améliorer la mobilité intergénérationnelle, car elle « intervient » tôt dans l'instruction des enfants issus d'un milieu défavorisé. C'est notamment le cas chez les enfants d'immigrés dont les parents maîtrisent assez mal la langue du pays, pour qui elle revêt en effet une grande importance car elle permet d'améliorer leurs compétences en langue et de les préparer à l'école d'une manière générale.

Orientation précoce dans l'enseignement secondaire

La grande majorité des travaux font ressortir qu'une orientation précoce, c'est-à-dire après l'école primaire, renforce l'importance du contexte familial (pour une analyse générale, voir Betts, 2011, et Burger, 2016). Plusieurs études se sont appuyées sur des réformes quasi expérimentales pour voir si le report de cette orientation entretenait un lien de causalité avec la mobilité intergénérationnelle (Pekkarinen, Uusitalo et Kerr, 2009, pour la Finlande ; Meghir et Palme, 2005, et Holmlund, 2008, pour la Suède). Bien que ces mesures se soient accompagnées d'autres changements dans le système éducatif, telles qu'un allongement de la scolarité obligatoire, il apparaît qu'une orientation plus tardive favorise une plus grande mobilité intergénérationnelle, indépendamment du reste. Cependant, la question de savoir si les systèmes polyvalents diminuent l'efficacité de l'enseignement suscite des débats bien plus âpres (pour un examen de cette question, voir Pfeffer, 2015).

De plus, les effets de l'orientation précoce dépendent d'un certain nombre d'autres facteurs ; ils ne seront ainsi pas les mêmes selon que les cursus de l'enseignement secondaire du premier cycle sont ou non (perçus comme) des « voies de garage »⁷ ou selon le degré de porosité des filières et les passerelles prévues pour faciliter les réorientations. Parallèlement, si les systèmes scolaires polyvalents sont moins sélectifs, il se peut également qu'ils rendent les diplômes de l'enseignement secondaire moins parlants pour les employeurs, car fournissant moins d'indications sur les compétences d'un candidat à l'embauche (Schröder, 2010). Qui plus est, une étude internationale indique que l'orientation précoce renforce l'importance du contexte parental mais que l'on s'exagérera probablement son incidence à cet égard si l'on n'inclut pas d'autres mécanismes de sélection tels que les politiques d'admission des établissements scolaires et les effets dus aux camarades de classe (Raitano et Vona, 2016). L'influence de l'orientation est réduite de beaucoup lorsque l'on prend en compte les politiques d'admission et l'environnement social des établissements scolaires. Cela étant, on observe qu'une plus grande diversité socioéconomique parmi les élèves diminue le poids du contexte parental.

Rares sont les études qui ont analysé l'influence de l'orientation précoce en ce qui concerne plus particulièrement les enfants d'immigrés. La mobilité éducative se révèle être plus élevée en Suisse pour les enfants nés dans le pays de parents immigrés lorsque l'orientation a lieu plus tard dans l'enseignement secondaire. Il n'en reste pas moins que l'inscription précoce en maternelle est plus déterminante qu'une orientation précoce (Bauer et Riphahn, 2013).

Une étude menée sur 45 pays constate que l'orientation précoce dans l'OCDE et les pays participant au PISA n'a une incidence négative que sur certains groupes d'élèves (Ruhose et Schwerdt, 2016). Si l'on compare les résultats d'examen dans les écoles primaires et secondaires, l'orientation précoce ne modifie pas au fil des ans l'écart de résultats entre les élèves dont les parents sont nés dans le pays et ceux dont les parents sont nés à l'étranger. Il n'empêche que les élèves nés dans le pays qui ne pratiquent pas à la maison la langue utilisée pour les évaluations, de même que les élèves nés à l'étranger et arrivés récemment dans le pays, sont pénalisés dans les systèmes d'orientation précoce.

Une autre étude basée sur les données du PISA et couvrant 11 pays⁸, démontre que l'orientation précoce accroît les inégalités en matière d'éducation entre les élèves selon qu'ils sont issus de l'immigration ou non, en partie du fait de l'influence des camarades de classe qui tend à être plus forte dans les systèmes différenciés que dans les systèmes polyvalents (Entorf et Lauk, 2008).

Ainsi, alors que l'influence d'une orientation précoce en secondaire reste un sujet de discorde, la plupart des études montrent que, dans l'ensemble, les systèmes éducatifs qui n'orientent les élèves que plus tard, par exemple autour de 15 ans, diminuent l'incidence de la situation socioéconomique des parents sur les retombées de l'enseignement. Cela étant, il y a lieu de penser que d'autres facteurs, tels que l'influence des camarades de classe ou la scolarisation en maternelle, ont davantage d'influence sur la mobilité intergénérationnelle en matière de formation.

Bonne connaissance du système éducatif de la part des parents

La connaissance du système éducatif propre à un pays peut avoir une influence considérable sur la mobilité des enfants. En effet, une mauvaise maîtrise de ce système peut rendre l'accompagnement des enfants plus difficile pour les parents immigrés. Par exemple, les parents originaires de pays ne bénéficiant pas d'un système d'enseignement et de formation professionnels ne mesurent pas nécessairement les avantages que leurs enfants sont susceptibles de retirer en suivant cette voie. Qui plus est, dans des pays où les parents sont relativement libres de choisir dans quel établissement inscrire leurs enfants ou doivent se prononcer tôt sur leur orientation en secondaire, les enfants d'immigrés peuvent être désavantagés s'il manque à leurs parents certains renseignements essentiels. Sans faire de distinction quant à l'origine des individus, Pfeffer (2008) constate que la mobilité éducative est moindre dans les pays où l'orientation dans l'enseignement secondaire intervient de bonne heure, ce qu'il attribue en partie au fait que l'orientation précoce exige des parents qu'ils aident leurs enfants à s'y retrouver et fassent les bons choix pour eux. Une connaissance limitée du système scolaire concourra de la sorte à renforcer le lien entre le niveau de formation des parents et celui des enfants.

En Allemagne, par exemple, on constate que les parents turcs ont une moins bonne connaissance du système local d'enseignement primaire que les parents nés dans le pays, qui les amène à fixer leur attention sur un seul établissement plutôt que de considérer les

autres options s'offrant à eux et augmente ainsi la ségrégation ethnique dans les écoles primaires (Kristen, 2008). En outre, la connaissance que les parents ont du système éducatif importe vraisemblablement au-delà de l'éducation des jeunes enfants. Des études qualitatives démontrent la nécessité, souvent implicite, de disposer d'un « savoir-faire social » pour réussir à l'université, un savoir-faire qui est moins accessible aux étudiants dont les parents n'ont pas eux-mêmes fréquenté l'université ou ont suivi leur cursus universitaire dans un autre pays (Deil-Amen et Rosenbaum, 2003 ; Brooks, 2008).

Cependant, il est plus difficile d'apprécier de manière fine l'influence que la connaissance du système éducatif exerce sur les décisions prises par les parents immigrés et le parcours de leurs enfants, et l'on ne sait pas encore très bien non plus dans quelle mesure cette connaissance s'étoffe au fil du temps. Par exemple, Dag Tjaden et Hunkler (2017) constatent que si les individus issus de l'immigration sont plus enclins à écarter l'enseignement et la formation professionnels de leurs choix d'orientation que leurs camarades dont les parents sont nés dans le pays, leur décision s'explique toutefois davantage par les attentes élevées de leurs parents que par un manque d'information sur le système d'EFP (voir aussi la section 3.4).

Des programmes encourageant l'implication des parents et amenant les établissements et les enseignants à aller au-devant des familles immigrées sont souvent proposés pour développer la connaissance du système éducatif chez les parents. Toutefois, les évaluations des actions menées ne permettent pas vraiment de se faire une opinion, en partie du fait de la grande variété de contenu des programmes, qui incluent fréquemment des volets au soutien à la parentalité et à l'approfondissement de la langue, et parce que ces programmes s'adressent souvent aux familles modestes en général (pour une analyse des programmes d'action aux États-Unis axés sur les familles appartenant aux minorités ethniques, voir Jeynes, 2003). Il n'en reste pas moins que l'implication parentale se révèle être, dans l'ensemble, associée positivement au devenir scolaire des enfants, indépendamment de la situation socioéconomique ou de l'appartenance ethnique (Schofield, 2006).

Attentes des enseignants

L'attitude des enseignants vis-à-vis des élèves nés de parents immigrés peut être partielle. Il s'agit parfois de comportements visibles, s'ils attribuent par exemple des notes plus basses à ces élèves qu'aux élèves de parents nés dans le pays ayant un niveau comparable, mais cette partialité peut aussi s'exprimer de façon plus discrète. Ainsi, des attentes moindres sont susceptibles de conduire les élèves à se décourager et se transformeront en prophéties auto-réalisatrices quand les résultats s'en ressentiront (Boser, Wilhelm et Hanna, 2014). Si les parents sont en outre peu instruits, les attentes des enseignants risquent d'être encore moins élevées. Aux États-Unis, par exemple, une étude montre que les enseignants traitent différemment les élèves issus des minorités si leurs noms sont perçus comme étant caractéristiques de la « classe populaire », confirmant ainsi la corrélation entre discrimination ethnique et discrimination fondée sur la classe sociale (Figlio, 2005). La comparaison de fratries portant un nom plus ou moins courant montre également que les enseignants ont des attentes moindres vis-à-vis des enfants qui ont un nom à consonance africaine par rapport à ceux ayant un nom à consonance asiatique. D'autres études confirment que les attentes des enseignants ont tendance à être différentes en fonction des groupes d'immigrés ou des groupes ethniques. Les idées reçues sur les groupes, selon qu'ils sont considérés comme des minorités modèles ou comme des groupes à problèmes, semblent être l'une des raisons pour

lesquelles les enseignants ont tendance à sous-évaluer ou surévaluer les aptitudes scolaires de leurs élèves (Burgess et Greaves, 2013).

Pourtant, il est encore difficile de savoir comment quantifier au mieux ces formes, souvent subtiles, d'attentes moindres et de préjugés. Plusieurs études examinent si, à niveau égal, des élèves nés de parents étrangers et des élèves dont les parents sont nés dans le pays ont la même probabilité de se voir recommander une inscription en deuxième cycle de l'enseignement secondaire. En Allemagne, par exemple, une étude révèle que les enfants issus de l'immigration ont moins de chances d'obtenir une telle recommandation que leurs camarades de parents nés dans le pays (Lüdemann et Schwerdt, 2013). Ces différences persistent lorsque l'on tient compte des résultats aux examens de mathématiques et de lecture, mais deviennent cependant non significatives si l'on considère la situation socioéconomique, ce qui met en relief l'importance des inégalités de classe sociale. Des résultats semblables sont observés pour la Suisse alémanique (Becker, Jäpel et Beck, 2013), tandis que des différences perdurent après prise en considération des notes individuelles et du milieu socioéconomique au Luxembourg (Klapproth, Glock et Martin, 2013).

Il est possible également d'apprécier ces attentes en confrontant les notes des élèves avec les résultats obtenus lors de tests normalisés et en regardant si les enseignants prédisent à leurs élèves des résultats différents à ces épreuves en fonction de leur appartenance ethnique ou de leurs origines. Selon des données recueillies en Allemagne, les enseignants semblent généralement surestimer les performances de leurs élèves, qu'ils soient issus de l'immigration ou non (Hachfeld et al., 2010). Les études s'attachant aux disparités entre les notes en classe et les résultats aux tests normalisés ne sont guère concluantes. Au Royaume-Uni, les enseignants ont tendance à sous-estimer les capacités de leurs élèves appartenant à une minorité ethnique (Burgess et Greaves, 2013), tandis qu'en Suède, il apparaît que les élèves dont les parents sont immigrés sont évalués avec plus de bienveillance qu'ils ne le devraient au vu de leurs résultats aux examens (Lindahl, 2007).

L'un des problèmes communs à ces études vient de ce que l'on ne sait pas très bien dans quelle mesure les évaluations ou les notes données par les enseignants s'appuient sur une connaissance personnelle, et peut-être fondée, des capacités des élèves qui n'est pas reflétée dans les tests normalisés. C'est pourquoi un certain nombre d'études expérimentales visent à observer les attitudes stéréotypées que les enseignants peuvent adopter à l'égard d'élèves fictifs. L'opportunisme social risque toutefois d'introduire un biais dans ces travaux car les enseignants pourraient en effet choisir de donner des réponses qu'ils jugent plus acceptables socialement plutôt que d'exprimer le fond de leur pensée.

Van Ewijk (2011) analyse par exemple de quelle manière la notation d'une composition écrite par un enseignant est influencée par l'appartenance ethnique supposée de l'élève. L'attribution aléatoire de noms à consonance néerlandaise, turque et marocaine à des copies, qui ont ensuite été notées par environ 100 enseignants d'écoles élémentaires, n'a révélé aucun biais direct dans la notation. Toutefois, les enseignants ont des attentes moindres et des attitudes négatives envers les élèves nés de parents immigrés. Ils étaient par exemple moins enclins à envisager une poursuite des études dans l'enseignement secondaire de deuxième cycle si le nom figurant sur la copie n'avait pas une consonance néerlandaise. Un tel comportement en situation réelle pourrait dès lors nuire au parcours scolaire des élèves issus de l'immigration.

Dans le cadre d'une étude analogue conduite en Allemagne, des compositions écrites de qualité identique ont obtenu des notes sensiblement plus basses lorsque les copies

portaient un nom à consonance turque (Sprietsma, 2013). Malgré tout, l'incidence est faible et semble dépendre d'un nombre réduit d'enseignants. Concernant les élèves fictifs au patronyme turc, les enseignants étaient également moins enclins à recommander un passage dans l'enseignement secondaire de deuxième cycle.

Sachant que ces trois manières de révéler la présence de traitements différenciés et d'attentes moins élevées ont toutes leurs défauts, il est difficile de déterminer l'ampleur du problème posé par la discrimination fondée sur l'appartenance ethnique dans les établissements scolaires. Tout d'abord, les études prouvent que la situation socioéconomique et l'origine immigrée, en tant que causes des différences de traitement, sont étroitement liées, mais le rôle de chacune est difficile à isoler avec un tant soit peu de précision. Ensuite, le comportement des enseignants – attentes moindres, traitement différencié – peut être inconscient et pratiquement imperceptible, ce qui rend son appréciation assez compliquée. Enfin, l'opportunisme social constitue un biais qui empêche une estimation précise de la « véritable » dimension de la discrimination à l'école et de ses répercussions sur la scolarité des enfants d'immigrés. Tout cela fait que, dans l'ensemble, les éléments dont on dispose sont encore insuffisants pour apprécier l'incidence des attentes des enseignants sur la mobilité intergénérationnelle en matière de formation.

Tableau 2.2. Les effets des caractéristiques liées au quartier et à l'école sur les résultats socioéconomiques des enfants d'immigrés

Caractéristiques liées au quartier et à l'école	Variable influencée	Effets	Exemples
Grandir dans un quartier défavorisé (Sans distinction d'origine)	Revenus à l'âge adulte	Négatifs	Effets larges et significatifs : <ul style="list-style-type: none"> • États-Unis : Chetty, Hendren et Katz, 2016 ; Chetty et Hendren, 2016 ; Rothwell et Massey, 2015
Grandir dans un quartier comptant de nombreux immigrés	Revenus à l'âge adulte ou retombées de l'enseignement	(Négatifs) Si le « capital ethnique », c'est-à-dire le capital humain global du groupe ethnique, est faible	Effets significatifs : États-Unis : Borjas, 1995 Effets en général faibles et non significatifs : <ul style="list-style-type: none"> • Suisse : Bauer et Riphahn, 2007 • Allemagne : Yaman, 2014 • Danemark : Hammarstedt et Palme, 2012
	Participation au marché du travail	Les effets varient selon le groupe ethnique et le sexe	En présence d'une proportion plus élevée d'individus appartenant à un même groupe ethnique, au Royaume-Uni (Zuccotti et Platt, 2016) : <ul style="list-style-type: none"> • Effets négatifs et significatifs pour les femmes d'origine pakistanaise ou bangladaise • Effets positifs et significatifs pour les hommes d'origine indienne • Effets non significatifs pour les autres groupes
Part d'élèves ayant des parents immigrés à l'école	Retombées de l'enseignement primaire ou secondaire	Largement non significatifs, mais seulement lorsque l'on tient compte du milieu socioéconomique	<ul style="list-style-type: none"> • Pays-Bas : Veerman, van de Werfhorst et Dronkers, 2013 • Espagne : Cebolla-Boado et Garrido Medina, 2011 • Danemark : Jensen et Rasmussen, 2011 • OCDE et Pays partenaires PISA : Lemaître, 2012
	Inscription dans l'enseignement supérieur	N'ont pu être définis de manière concluante	<ul style="list-style-type: none"> • Effets faibles et négatifs en Allemagne, faibles et positifs en Suède et en Belgique (Baysu et Valk, 2012)

Tableau 2.2. Les effets des caractéristiques liées au quartier et à l'école sur les résultats socioéconomiques des enfants d'immigrés (suite.)

Caractéristiques liées au quartier et à l'école	Variable influencée	Effets	Exemples
Fréquentation d'une structure d'éducation de la petite enfance	Résultats scolaires et/ou connaissance de la langue	Positifs	Effet en général larges et significatifs : <ul style="list-style-type: none"> • OCDE, 2015 • Allemagne : Spiess, Büchel et Wagner, 2003 • États-Unis : Magnuson, Lahaie et Waldfogel, 2006 • Norvège (Oslo) : Drange et Telle, 2010 • Autriche : Schneeweis, 2011
Orientation précoce dans l'enseignement secondaire	Retombées de l'enseignement	Négatifs	Effets négatifs et significatifs : <ul style="list-style-type: none"> • Suisse : Bauer et Riphahn, 2013 • 11 pays de l'OCDE : Entorf et Lauk, 2008 Réformes ayant pour effet de retarder l'orientation : (<i>sans distinction selon l'origine immigrée</i>) Effets positifs et significatifs : <ul style="list-style-type: none"> • Suède : Meghir et Palme, 2005 ; Holmlund, 2008 • Finlande : Pekkarinen, Uusitalo et Kerr, 2009
Attentes/biais chez les enseignants	Probabilité que les enseignants recommandent un cursus du second cycle du secondaire à leurs élèves qui ont le niveau requis et des parents immigrés	N'ont pu être définis de manière concluante	Probabilité comparable à celle observée pour les élèves dont les parents sont nés dans le pays lorsque l'on tient compte des notes et de l'origine socioéconomique : <ul style="list-style-type: none"> • Allemagne : Lüdemann et Schwerdt, 2013 • Suisse : Becker, Jäpel et Beck, 2013 Probabilité plus faible au Luxembourg : Klapproth, Glock et Martin, 2013
	Pronostic des enseignants sur les résultats des élèves ayant des parents immigrés Tendance à attribuer des notes plus basses aux élèves ayant des parents immigrés (notation de travaux écrits d'un panel d'élèves fictifs issus d'une minorité ou du groupe majoritaire)	N'ont pu être définis de manière concluante (Négatifs)	<ul style="list-style-type: none"> • Sous-estimation au Royaume-Uni : Burgess et Greaves, 2013 • Surestimation en Suède : Lindahl, 2007 Effets faibles ou non significatifs : <ul style="list-style-type: none"> • Pays-Bas : van Ewijk, 2011 • Allemagne : Sprietsma, 2013

Note : Les termes « positif/négatif » indiquent la relation entre la caractéristique et la variable considérées ; par exemple un nombre plus important de frères et sœurs peut avoir tour à tour un effet négatif et positif sur le niveau de formation atteint. Les parenthèses indiquent que seules certaines des études prises en compte dans le tableau établissent l'existence d'un effet significatif.

Mécanismes et obstacles déterminant la mobilité intergénérationnelle sur le marché du travail

Dans de nombreux pays, notamment en Europe, les personnes issues de l'immigration obtiennent de moins bons résultats professionnels que leurs pairs dont les parents sont nés dans le pays (OCDE/UE, 2015). Bien que les difficultés qu'elles rencontrent tiennent en grande partie au niveau de formation, dans beaucoup de pays celui-ci ne suffit pas à expliquer le contraste observé. Aussi nous intéresserons-nous dans les paragraphes qui

suivent à trois autres facteurs ayant également une incidence sur la mobilité intergénérationnelle sur le marché du travail : le passage de l'école à la vie active des personnes issues de l'immigration, leur répartition entre les secteurs d'activité et la discrimination dont elles peuvent faire l'objet à l'embauche et en cours d'emploi.

Passage de l'école à la vie active

Les travaux publiés mettent en évidence le caractère décisif du passage de l'école au marché du travail dans la vie des jeunes : il apparaît en effet que les périodes de chômage ont des conséquences à long terme très négatives sur les salaires, la probabilité de retrouver un emploi et le parcours professionnel (Scarpetta, Sonnet et Manfredi, 2010). Il semble que plus est que ces conséquences à long terme, en ce qui concerne les salaires, soient moins graves pour les jeunes dont les parents ont des revenus confortables que pour ceux issus de familles modestes (Sirniö, Martikainen et Kauppinen, 2016) et que les personnes issues de l'immigration soient plus sévèrement touchées par les forts taux de chômage, en particulier chez les jeunes (Lutz, Brinbaum et Abdelhady, 2014).

En Europe, en 2009, il s'écoulait en moyenne, entre la fin des études (scolaires ou universitaires) et l'obtention d'un emploi, un délai de 10 à 13 mois aussi bien pour les jeunes ayant des parents nés dans le pays que pour les jeunes nés dans le pays de parents étrangers (OCDE/UE, 2015). Ces chiffres ne concernent, par définition, que les jeunes ayant trouvé un emploi. Cependant, dans la plupart des pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles, la part d'individus sans emploi et sortis du système éducatif (NEET) est plus élevée chez les jeunes nés dans le pays de parents immigrés que chez leurs pairs qui ne sont pas issus de l'immigration (à l'exception de l'Australie, du Canada et d'Israël). En moyenne, dans l'Union européenne, environ 20 % des jeunes nés dans le pays de parents étrangers appartiennent à cette catégorie, contre environ 16 % des jeunes nés de parents nés dans le pays (OCDE/UE, 2015).

La proportion relativement élevée de jeunes NEET issus de l'immigration est en partie la conséquence de leur surreprésentation parmi les individus ayant un faible niveau d'instruction, qui rencontrent généralement plus de difficultés à décrocher un emploi. Si une formation supérieure aide dans une certaine mesure à trouver une place, de nombreuses études n'en révèlent pas moins qu'une formation poussée ne garantit pas nécessairement un emploi à la hauteur de cette formation ou des revenus plus élevés dans l'avenir (Connor et al., 2004 ; Dustmann et Theodoropolous, 2010 ; Krause et Liebig, 2011). D'autres facteurs influençant le passage de l'école au marché du travail, notamment dans le cas des jeunes nés dans le pays de parents étrangers, ont été envisagés, tels l'importance des réseaux de relations ou le rôle de l'enseignement et de la formation professionnels (EFP).

Les effets des réseaux sur l'insertion professionnelle

Bien que l'importance des réseaux pour trouver un emploi soit relativement bien établie, peu d'études se sont attachées à voir ce qu'il en est chez les jeunes à la recherche de leur *premier* emploi. Il convient en outre de garder à l'esprit que la grande majorité des recherches sur les réseaux de relations ne peuvent mettre en évidence un effet de causalité. Comme l'affirme Mouw (2006), les amis et les relations ne forment pas des réseaux de manière aléatoire. Dès lors que les individus ont tendance à connaître, de manière plus ou moins intime, des personnes qui leur ressemblent, l'influence attribuée aux réseaux traduit en réalité des effets de sélection non observés (voir également Mouw, 2003).

Quoi qu'il en soit, on s'accorde généralement à reconnaître qu'un réseau de relations développé permet aux jeunes en recherche d'emploi d'obtenir des informations pertinentes et leur donne plus de chances de répondre à des offres et d'être retenus, à condition de disposer de contacts utiles qui puissent être mobilisés. Cela révèle qu'il est essentiel de considérer la composition des réseaux et les ressources accessibles à travers eux plutôt que leur seule étendue (Behtoui, 2015).

La définition d'un réseau de relations est vaste et comprend pour l'essentiel chacune des relations sociales d'un individu – susceptibles, en l'occurrence, de l'aider à trouver un emploi. Comme il est probable que les jeunes n'aient pas développé leur propre réseau professionnel et doivent donc compter dans une plus large mesure sur le carnet d'adresses de leurs parents, les réseaux peuvent être considérés comme une forme de capital social qui favorise la transmission de la situation socioéconomique entre les générations et pénalise ceux chez qui ce capital est réduit. Les jeunes ayant des parents immigrés risquent d'être particulièrement handicapés si le réseau de leurs parents est limité ou si les relais dont ceux-ci disposent ne peuvent, dans leur grande majorité, être d'aucune aide pour la recherche d'un emploi.

Putnam (2000) a établi une distinction célèbre entre capital qui relie et capital qui unit, à savoir entre les liens qui existent entre différents réseaux ou groupes socioéconomiques et les liens qui existent au sein d'un même groupe social. Ainsi, les jeunes nés de parents immigrés au faible niveau d'instruction risquent de ne pas avoir suffisamment de contacts qui « relient » pour accéder à des débouchés extérieurs à leur cercle social. Burt (1992) décrit également ce phénomène en parlant de « trous structureaux », qui reflètent la position dans la société d'un individu disposant de liens virtuellement forts dans son propre réseau mais ayant un accès limité aux réseaux situés en dehors du groupe auquel il appartient. Certaines études avancent que de tels effets de réseau expliquent en partie la persistance d'« entreprises appartenant à des minorités ethniques » entre les générations ou la forte prédominance des activités indépendantes chez les immigrés et leurs descendants (Andersson et Hammarstedt, 2010).

Des études indiquent que les minorités ethniques et les personnes issues de l'immigration ont moins de contacts qui « relient » avec des personnes ayant un statut social plus élevé (Li, Savage et Warde, 2008, pour le Royaume-Uni), sont moins bien aiguillées dans leur recherche d'emploi (McDonald, Lin et Ao, 2009, pour les États-Unis) et reçoivent un soutien plus faible, de la part de leur réseau de relations, au moment de postuler pour un apprentissage (Beicht et Granato, 2010, pour l'Allemagne).

Il existe à ce jour peu de données concrètes permettant d'établir si des réseaux limités pénalisent ou non les personnes issues de l'immigration à la recherche d'un premier emploi. En Belgique, on constate que le capital social (mesuré ici par les relations que les personnes interrogées entretiennent avec des personnes exerçant une profession différente) améliore la probabilité de trouver un emploi au sortir d'un cursus d'enseignement et de formation professionnels (Verhaeghe, van der Bracht et van de Putte, 2015). Les écarts de capital social observés entre les personnes dont les grands-mères sont belges et celles dont les grands-mères sont marocaines, turques ou originaires des Balkans, s'expliquent par la situation socioéconomique.

Roth (2014) s'intéresse à l'importance des réseaux de relations pour obtenir une place en apprentissage dans le cadre de la formation professionnelle en Allemagne. Cette formation se déroulant en alternance en Allemagne, elle associe une scolarité en établissement professionnel et une formation sur poste. Les élèves sont tenus de s'adresser directement aux entreprises pour trouver celle qui assurera cette formation, une

démarche qui représente pour beaucoup de ces jeunes leur premier contact avec le marché du travail. Les jeunes ayant des parents turcs déclarent plus rarement avoir eu un réseau capable de les aider à rechercher une place d'apprentissage que ceux dont les parents sont nés en Allemagne. Une fois pris en compte les facteurs contextuels et les résultats scolaires, ils ont également moins de chances de trouver une telle place. En outre, seuls les réseaux des mères (par opposition aux relations que les jeunes eux-mêmes peuvent avoir) ont des répercussions positives à cet égard, ce qui révèle l'importance des réseaux des parents pour les jeunes. Alors que la composition ethnique de ces réseaux ne semble pas avoir d'incidence, seules les relations occupant des emplois faiblement ou moyennement qualifiés ont eu une influence positive, ce qui souligne que la valeur du capital social est propre au contexte.

L'enseignement professionnel, un moyen de faciliter le passage de l'école au marché du travail

Dans certains pays de l'OCDE, spécialement l'Allemagne, l'Autriche, les Pays-Bas et la Suisse, on constate que l'apprentissage facilite le passage de l'école au marché du travail, surtout pour les enfants d'immigrés (OCDE, 2012). Cependant, dans plusieurs pays, comme l'Autriche, le Danemark et la Suisse, ces enfants sont plus exposés à abandonner une formation en apprentissage que les jeunes ayant des parents nés dans le pays (OCDE, 2012 ; Schindler Rangvid, 2012). On constate également que les jeunes qualifiés issus de l'immigration rencontrent des difficultés à trouver une place en apprentissage, difficultés qui résultent souvent d'interactions complexes entre la maigreur de leur réseau de relations, la discrimination lors du processus de recrutement et la concurrence existant dans le secteur qu'ils convoitent (Helland et Støren, 2006, pour la Norvège ; Schneider, Yemane et Weinmann, 2014, pour l'Allemagne).

Dans les pays où les programmes d'EFP sont généralement moins appréciés des employeurs et souvent considérés comme des voies de garage, les enfants d'immigrés ont tendance à être surreprésentés dans les filières professionnelles. C'est le cas par exemple dans la Communauté française de Belgique où les élèves nés de parents étrangers sont surreprésentés dans les filières professionnelles ; pour l'année scolaire 2004-05, plus de 30 % des élèves inscrits dans ces filières étaient de nationalité étrangère (OCDE, 2008).

En outre, Brekke (2007) observe que les jeunes nés en Norvège de parents immigrés non occidentaux ont légèrement moins de chances de trouver un emploi après l'obtention de leur diplôme que les jeunes ayant des parents nés dans le pays, pour une situation socioéconomique comparable (respectivement 64 % et 68 %) ; la probabilité est sensiblement moindre pour les jeunes diplômés nés à l'étranger (57 %). Au Danemark, une étude fait ressortir que les jeunes issus de l'immigration ont moins de propositions d'emploi une fois sortis de l'enseignement professionnel et affichent de plus forts taux de licenciement que leurs camarades dont les parents sont nés dans le pays (Datta Gupta et Kromann, 2014).

De plus, dans certains pays, les enfants d'immigrés ont tendance à être surreprésentés dans les filières d'EFP qui débouchent sur des emplois comparativement peu qualifiés et faiblement rémunérés. Au Canada, Crocker et al. (2010) constatent que les femmes immigrées ou appartenant à une minorité (bien qu'elles soient en général sous-représentées dans l'EFP) entreprennent pour beaucoup des apprentissages en coiffure ou dans filière alimentaire. Une enquête portant sur les élèves allemands de parents nés à l'étranger révèle également qu'ils sont largement sous-représentés dans les domaines

professionnels pour lesquels on enregistre les plus forts taux de satisfaction parmi les personnes interrogées (Haggenmiller, 2015).

Il semble donc que le rôle de l'EFP s'agissant de faciliter passage de l'école au marché du travail chez les jeunes issus de l'immigration varie entre les pays. Les publications spécialisées cherchent à expliquer pourquoi dans certains pays les systèmes d'EFP contribuent plus efficacement qu'ailleurs à l'entrée de ces jeunes dans la vie active. En règle générale, les programmes associant une scolarisation à temps partiel et une formation en entreprise se révèlent particulièrement propices à une transition en douceur, comparés aux systèmes d'EFP s'appuyant sur une scolarisation à temps plein (Wolter et Ryan, 2011). Donner une place importante à la formation en entreprise aide sans doute à révéler aux futurs employeurs les aptitudes pratiques des candidats et offre à ceux-ci une première expérience professionnelle. Cela peut se révéler particulièrement utile aux enfants d'immigrés qui ne disposent pas d'un réseau étendu ou risquent d'être exposés à la discrimination (Schröder, 2010).

Encadré 2.3. Importance des stages en entreprise dans le passage de l'école au marché du travail

Les stages en entreprise, notamment pour intégrer des secteurs où la concurrence est rude, comptent de plus en plus pour accroître l'employabilité des jeunes et peuvent donc beaucoup pour assurer un passage réussi de l'école à la vie active. Plusieurs études indiquent que les employeurs accordent beaucoup d'importance à l'expérience acquise par cet intermédiaire, parfois même davantage qu'à la moyenne de l'élève (The Chronicle of Higher Education, 2012). Cependant, la prédominance de stages en entreprise non rémunérés, ou faiblement rémunérés (souvent même après la fin des études), peut entraver la mobilité intergénérationnelle des jeunes issus de familles à faible revenu. Cette situation est un sujet de préoccupation grandissant pour les pouvoirs publics dans de nombreux pays (voir par exemple, Panel on Fair Access to the Professions, 2009). Les jeunes issus de l'immigration étant plus susceptibles de grandir dans un ménage modeste, ce phénomène risque d'avoir des incidences notables pour eux en particulier. Malgré cela, aucune étude n'analyse à ce jour dans quelle mesure les enfants d'immigrés ont moins de chances d'obtenir un stage en entreprise ou se montrent moins enclins à présenter leur candidature car ils ne peuvent pas se permettre d'effectuer un stage peu ou pas rémunéré.

Répartition selon les professions et écarts de salaire dans une même activité professionnelle

Tout indique que les personnes nées dans le pays de parents immigrés et les minorités ethniques sont défavorisées sur le marché du travail et que ces disparités ne peuvent s'expliquer par l'âge ou le niveau d'études atteint. De plus, dans la plupart des pays européens de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles, ces personnes ont légèrement plus de chances d'être surqualifiées par rapport au type de poste qu'elles occupent que celles dont les parents sont nés dans le pays (OCDE/UE, 2015). Ces « sanctions ethniques » (Heath et Cheung, 2006) diffèrent cependant entre les groupes ethniques et les pays.

Il s'avère plus difficile de comprendre pourquoi il en est ainsi. S'il est possible que les immigrés aient des diplômes étrangers et que les employeurs accordent à ceux-ci une valeur moindre, les personnes issues de l'immigration sont en revanche passées par le même système éducatif que les autres et devraient donc pouvoir tirer profit de leur formation tout autant que ceux dont les parents sont nés dans le pays. Il y a plusieurs explications au fait que, pour un même niveau de qualification, les salaires des individus issus de l'immigration aient tendance à être inférieurs à ceux des actifs dont les parents sont nés dans le pays : il se peut que les premiers exercent un métier, ou travaillent dans un secteur, moins rémunérateur, mais il se peut aussi qu'ils soient moins bien payés, dans une profession donnée, que leurs collègues dont les parents sont nés dans le pays (Altonji et Blank, 1999). Si ces écarts de salaire demeurent lorsque l'on tient compte non seulement de la formation, mais aussi de facteurs tels que l'expérience professionnelle, l'âge et la situation géographique, la discrimination peut alors être un paramètre à prendre en considération. Qui plus est, la discrimination lors du processus de recrutement peut aussi faire que les personnes issues de l'immigration sont moins représentées dans certains domaines d'activité, la « répartition entre les professions » ne procédant plus de choix volontaires mais étant modelée par des pratiques discriminatoires.

Les analyses détaillées de la répartition des enfants d'immigrés entre les types de professions et des différences de rémunération pour une même activité restent rares. De nombreuses études ont cependant été menées pour comprendre les écarts de salaire entre les hommes et les femmes occupant le même emploi et ayant les mêmes qualifications. On constate par exemple, pour les États-Unis, que l'inégalité salariale au sein d'une profession est plus prononcée pour les femmes dans certains emplois et que, pour les professions où les écarts de salaires sont les plus faibles, les salaires médians ont tendance à être moins élevés (Baxter, 2015). On a en outre avancé que les écarts de rémunération s'expliquent en partie par le fait que les femmes sont davantage susceptibles d'avoir un emploi à horaires variables, surtout si elles ont des enfants, et que ce genre d'aménagement du temps de travail est pénalisant au plan salarial (Goldin, 2014). Or on observe également une chute des salaires lorsque les femmes sont mieux représentées dans une profession donnée (Levanon, England et Allison, 2009).

Bien qu'il semble peu probable que ces mécanismes soient les mêmes pour les personnes issues de l'immigration, il est néanmoins possible que certaines des observations faites au sujet des disparités salariales entre hommes et femmes valent également à leur endroit, s'agissant par exemple du recul des salaires dans les professions où elles sont présentes en forte proportion.

Une étude menée au Royaume-Uni cherche à savoir pourquoi les membres de minorités ethniques (il s'agit des personnes se considérant comme telles, sans considération du pays de naissance) sont plus susceptibles d'être rémunérées en-deçà du salaire minimum vital et en quoi cela est lié à des choix professionnels (Brynin et Longhi, 2015)⁹. Elle révèle que les écarts de salaire par rapport aux travailleurs britanniques blancs sont limités dans une profession donnée (sauf pour les minorités pakistanaise et bangladaise) mais que les minorités ethniques sont regroupées dans des professions offrant une faible rémunération. Cela semble indiquer que le choix du métier, ou l'accès à celui-ci, entre pour beaucoup dans les écarts de salaire. En outre, la possession d'un diplôme universitaire se révèle être tout autant profitable aux actifs appartenant à une minorité ethnique qu'aux actifs britanniques blancs lorsqu'elle est appréciée, comme en l'occurrence, par comparaison du salaire horaire avec celui des actifs dépourvus d'un tel diplôme. Cependant, les travailleurs britanniques blancs conservent un léger avantage (avec un salaire supérieur de 52 % à celui des personnes sans diplôme universitaire contre environ 48 % pour les autres

groupes ethniques). Des études menées aux États-Unis (Grodsky et Pager, 2001) et au Canada (Hou et Colombe, 2010) témoignent également de la persistance d'écart de rémunération entre les salariés appartenant à une minorité ethnique et les salariés blancs, au sein d'une même profession, faisant ainsi affleurer un problème de discrimination.

Discrimination à l'embauche et dans l'emploi

Si la discrimination sur le marché du travail est difficile à quantifier avec précision, il n'en reste pas moins qu'un grand nombre d'études donnent à penser que les personnes issues de l'immigration sont défavorisées lors du processus de recrutement du fait de leur appartenance ethnique, leur religion ou leur sexe (Heath, Liebig et Simon, 2013 ; Valfort, 2015 ; Arai, Bursell et Nekby, 2016). Plusieurs expériences de terrain ont été mises au point pour évaluer dans quelle mesure des pratiques de recrutement discriminatoires empêchent les candidats issus des minorités d'accéder au marché du travail. Elles comprennent des études d'audit dans lesquelles des acteurs jouant le rôle de candidats, aux qualifications similaires, issus d'une minorité et du groupe ethnique majoritaire se présentent à des entretiens d'embauche, ainsi que des tests d'accès à l'entretien d'embauche servant à mesurer les taux de réponse suite à l'envoi de CV fictifs à des employeurs. On considère généralement que cette dernière méthode donne des résultats plus fiables car elle fait disparaître l'interaction humaine entre le candidat et la personne chargée de l'entretien, qui peut influencer la décision de recrutement au-delà des caractéristiques observables. Cela étant, les tests d'accès à l'entretien d'embauche sont par définition limités aux emplois à pourvoir par le biais d'un processus formel impliquant l'envoi d'une candidature écrite. Dans d'autres secteurs, où les postulants doivent le plus souvent se présenter en personne, on ne sait pas encore très bien dans quelle mesure la discrimination pose problème. De surcroît, ces méthodes ne peuvent révéler la présence éventuelle d'une discrimination après l'étape de l'entretien d'embauche, en matière par exemple de rémunération, de promotions et de licenciements.

Quoi qu'il en soit, les tests d'accès à l'entretien d'embauche révèlent que les minorités ethniques et les enfants d'immigrés sont confrontés à des obstacles supplémentaires au moment d'intégrer le marché du travail du fait de la discrimination lors du processus de recrutement. Une méta-analyse de 22 études portant sur 16 pays de l'OCDE indique que les demandeurs d'emploi issus d'une minorité doivent envoyer davantage de candidatures (parfois le double) avant de recevoir une réponse positive que les candidats blancs ayant les mêmes qualifications (Heath, Liebig et Simon, 2013). Des données concordantes sont disponibles pour les candidatures en apprentissage (par exemple pour l'Allemagne, Schneider, Yemane et Weinmann, 2014). De plus, plusieurs études révèlent également des écarts de taux de réponse considérables entre les groupes ethniques (par exemple, Booth, Leigh et Varganova, 2012, pour l'Australie ; McGinnity et Lunn, 2011, pour l'Irlande ; Wood et al., 2009, pour le Royaume-Uni). Pour autant, il n'est pas possible d'établir une comparaison, ou un « classement », à l'échelle internationale à partir de ces études car elles utilisent des méthodologies distinctes et portent sur des secteurs d'activité, des emplois et des groupes ethniques différents.

À partir des registres de données relatives aux changements de nom en Suède, Arai et Skogman Thoursie (2009) mettent en évidence que le revenu annuel des individus augmente après que ceux-ci ont changé leur patronyme à consonance africaine, asiatique ou slave pour un patronyme à consonance suédoise. Il n'en va pas de même pour les personnes qui changent leur patronyme à consonance finlandaise pour un patronyme à consonance suédoise, ni pour celles qui passent d'un nom de famille non européen à un autre nom de famille non européen. Les auteurs observent que cet accroissement du

revenu s'explique en bonne partie par une plus grande probabilité d'avoir un emploi et concluent que la discrimination lors du processus de recrutement est un facteur explicatif important des écarts de salaire.

En outre, l'appartenance à une minorité ethnique recoupe souvent d'autres motifs de discrimination, tels que la religion et le sexe, ce qui peut être particulièrement préjudiciable pour certains sous-groupes. Des données concernant la France démontrent que les personnes appartenant à une minorité religieuse qui font état de leur pratique dans leurs candidatures sont lourdement pénalisées sur le marché du travail (Valfort, 2015). Ainsi, la probabilité des catholiques d'être contactés par le recruteur pour un entretien d'embauche est supérieure de 30 % à celle des juifs ; elle est deux fois plus forte que celle des musulmans. En outre, les hommes musulmans pratiquants sont particulièrement discriminés. Alors que les taux de réponse aux candidatures de femmes catholiques pratiquantes est supérieur de 40 % à celui des femmes musulmanes pratiquantes, les hommes catholiques pratiquants ont pratiquement quatre fois plus de chances d'être rappelés par un recruteur que les musulmans pratiquants.

On ne saisit pas encore très bien qui des hommes ou des femmes appartenant à une minorité ethnique sont en butte à la plus forte discrimination ni dans quelle mesure c'est leur sexe, leur origine ou leur religion (présumée) qui leur vaut d'être ainsi traités. Au Royaume-Uni, par exemple, 13 à 16 % des femmes appartenant à une minorité ethnique indiquent avoir été questionnées sur leurs projets de mariage et d'enfants en entretien d'embauche, contre 6 % des femmes blanches britanniques (Equal Employment Commission, 2006)¹⁰. En Suède, en revanche, on observe que les femmes portant un nom à consonance arabe peuvent « compenser » la discrimination dont elles font l'objet dans un premier temps (mesurée par le taux de réponse) par une plus grande expérience professionnelle, contrairement à leurs homologues masculins (Arai, Bursell et Nekby, 2016). Parallèlement, les femmes sont aussi plus exposées à la discrimination à raison d'une tenue vestimentaire à caractère religieux. Ainsi, en Belgique, environ 44 % des employeurs affirment que le port du foulard par une candidate influencerait leur décision d'embauche (Lamberts et Eeman, 2011). En Allemagne, les femmes qui ont un nom à consonance turque et qui portent un voile sont largement désavantagées lors du processus de recrutement (Weichselbaumer, 2016)¹¹. Seuls 4 % des employeurs contactés à l'occasion d'un test d'accès à l'entretien d'embauche leur ont rendu une réponse positive, contre 14 % pour les autres femmes ayant un patronyme à consonance turque et 19 % pour celles dont le nom de famille dénote une origine allemande. Les écarts étaient encore plus prononcés aux postes de cadre qu'en ce qui concerne les emplois de secrétaire. Cela laisse supposer que la prédominance de la discrimination peut également varier suivant le niveau de responsabilité du poste. Malgré cela, d'une manière générale, il n'est pas clairement établi si la discrimination lors du processus de recrutement est plus largement répandue pour les emplois peu qualifiés ou pour les emplois très qualifiés et quelles sont les variations à cet égard en fonction du secteur et du pays considérés.

Par rapport aux pratiques discriminatoires lors du recrutement, la présence de discrimination à un stade ultérieur de la vie en entreprise, notamment pour ce qui est de la rémunération, des promotions et des licenciements, est moins documentée et la plupart du temps de manière indirecte, aussi parce que les effets en sont difficiles à quantifier. Cependant, de nombreux travaux ont été menés pour chercher à délimiter la portée des « sanctions ethniques », autrement dit les variations en termes de débouchés professionnels qui subsistent une fois pris en compte les facteurs contextuels pertinents, tels que la formation, l'âge, le secteur ou l'expérience professionnelle (Heath et Cheung 2006). Bien que ces sanctions ne puissent lui être directement imputées, la

discrimination reste probablement un facteur important au regard des résultats des tests d'accès à l'entretien d'embauche.

Pour ce qui est des salaires, Hou et Colombe (2010) observent que les membres de minorités visibles nés au Canada sont globalement moins bien rémunérés que les salariés canadiens blancs dans le secteur privé, à travail similaire et avec un niveau de formation et un profil, notamment en termes d'expérience, identiques. Alors que pour les minorités originaires de Chine et d'Asie méridionale cet écart est de l'ordre de 3 % à 6 %, il semble être considérablement plus important pour les minorités noires (respectivement 11 % et 16 % pour les femmes et les hommes). Concernant les emplois du secteur public, aucun écart significatif n'a été constaté. Une étude menée aux États-Unis indique également que pour les hommes appartenant à la minorité noire (tous pays de naissance confondus) travaillant dans le secteur privé, l'écart de salaire par rapport aux employés blancs est d'autant plus prononcé que la profession exercée est bien rémunérée (Grodsky et Pager, 2001). Cette corrélation demeure lorsque l'on tient compte d'un certain nombre de caractéristiques professionnelles du capital humain. Ainsi, les différences de salaire au sein d'une profession semblent dépendre du revenu moyen correspondant à celle-ci, ce qui n'est pas observé dans le secteur public.

En outre, pour les États-Unis, certains éléments donnent à penser que même une fois tenu compte de la performance des salariés et des appréciations de leurs supérieurs, la progression du salaire, les promotions et les licenciements diffèrent toujours selon le sexe et l'appartenance ethnique (Castilla, 2012). Toutefois, les conclusions en ce sens s'appuient sur l'historique professionnel de quelque 6 000 employés d'une même entreprise et ne peuvent par conséquent être généralisés. Par ailleurs, les compressions d'effectifs semblent être plus durement ressenties par les membres de minorités ethniques que par les autres salariés (Couch et Fairlie, 2010, pour les États-Unis), même aux postes à responsabilités (Kalev, 2014).

Conclusion et pistes à explorer dans le cadre de travaux futurs

Lorsque l'on cherche à apprécier la mobilité intergénérationnelle des personnes issues de l'immigration, la situation apparaît à première vue encourageante dans beaucoup de pays de l'OCDE. Par rapport à leurs parents en effet, la plupart de ces enfants obtiennent des diplômes plus élevés et ont tendance à avoir une meilleure situation économique. Cependant, dans de nombreux cas, cela s'explique en partie par le fait que les parents ont des diplômes et des revenus inférieurs à ceux des parents nés dans le pays. La comparaison, à l'échelle internationale, des différences de taux de mobilité intergénérationnelle entre les enfants de parents faiblement instruits nés dans le pays et les enfants de parents faiblement instruits nés à l'étranger donne pour l'heure des résultats peu concluants. Cela tient aussi à l'emploi de méthodologies et de sources de données différentes. Certains éléments indiquent que les enfants de parents peu instruits ont moins de chances de s'élever au-dessus de leur condition dans les pays de l'Union européenne et ont un taux d'emploi comparativement inférieur si leurs parents sont nés en dehors de l'UE que s'ils sont issus de la population née dans le pays, même en prenant en considération leur propre niveau de formation (Liebig et Music, 2017b).

Si l'on pose généralement pour principe qu'une faible causalité entre la situation des parents et celle des enfants est souhaitable, il n'en reste pas moins essentiel de porter le regard au-delà de ces corrélations d'ensemble. Un lien de cause à effet ténu entre les générations peut tout aussi bien recouvrir une mobilité descendante (c'est-à-dire que des parents ayant une solide instruction ne sont pas en mesure de transmettre cet avantage à

leurs enfants), de sorte qu'il est impératif d'établir si, et alors dans quelle mesure, la relation varie selon le niveau d'instruction ou le niveau de salaire. Qui plus est, la mobilité en termes de formation et de situation économique des enfants nés de parents immigrés diffère entre les groupes d'immigrés dans un pays donné. Il est donc important de se détacher des moyennes nationales pour regarder de plus près les obstacles spécifiques auxquels ces groupes se heurtent.

La présente étude a porté sur quatre grands facteurs influençant la transmission intergénérationnelle : 1) les caractéristiques familiales ; 2) l'accumulation de handicaps au niveau du quartier ; 3) les déterminants au niveau scolaire ; 4) les mécanismes et les obstacles qui interviennent dans la mobilité intergénérationnelle sur le marché du travail.

Les caractéristiques familiales

Les éléments dont on dispose au sujet de l'incidence du *nombre de frères et sœurs* ne sont pas concordants, indiquant un effet préjudiciable tantôt limité, sinon nul, tantôt important lorsque les fratries sont nombreuses (Luthra, 2010 ; Hermansen, 2016 ; Riphahn et Bauer, 2007). Cependant, la taille de la famille n'est généralement plus une variable explicative de poids lorsque d'autres caractéristiques, telles que les revenus, sont prises en considération. Qui plus est, on sait encore très peu de choses du soutien que les aînés sont à même d'apporter à leurs cadets et l'on ne sait pas davantage si ce soutien est ou non de nature à favoriser la mobilité intergénérationnelle de ceux qui en bénéficient (Schnell, 2014).

En outre, le *nombre d'années de séjour des parents dans le pays d'accueil* semble avoir une influence positive sur le devenir scolaire de leurs enfants, en grande partie grâce à une meilleure connaissance de la langue. Les effets sont cependant minimes et l'on ne dispose d'éléments à leur sujet que pour quelques pays (Worswick, 2004 ; Nielsen et Schindler Rangvid, 2012 ; Smith, Helgertz et Scott, 2016). Si les motifs qui ont amené les parents à émigrer entrent également en jeu dans la mobilité intergénérationnelle, aucune étude à l'heure actuelle ne vient établir qu'elle est l'incidence de chacun d'eux ou celle de la situation au regard de la loi.

La transmission des compétences en langue est difficile à évaluer lorsque l'on ne dispose que d'indicateurs indirects et imprécis à cet égard, tels que le nombre d'années passées dans le pays ou l'évaluation que les intéressés donnent de ces mêmes compétences. De surcroît, ces compétences ne se transmettent pas uniquement de parents à enfants, mais également d'enfants à parents, ce qui rend la causalité réciproque difficile à exclure. Nonobstant ces réserves, certains éléments concrets indiquent que de bonnes compétences en langue chez les parents ont une influence positive sur le niveau d'instruction de leurs enfants, à plus forte raison si elles sont déjà acquises quand les enfants sont jeunes (Bleakley et Chin, 2008 ; Casey et Dustmann, 2008).

Les aspirations scolaires des parents immigrés et de leurs enfants se révèlent être généralement ambitieuses (OCDE, 2015). Quoiqu'elles puissent être nécessaires pour compenser un handicap initial, elles ne semblent cependant pas suffisantes si l'on ignore les moyens concrets de parvenir aux buts visés (Gresch et al., 2012 ; Cummings et al., 2012).

Une enfance dans un quartier défavorisé

Si l'on a des raisons de penser que le fait de grandir dans un quartier défavorisé – sans considération de l'origine, immigrée ou non, des individus – entraîne, sur le long terme,

des conséquences néfastes sur le devenir professionnel (Chetty et al., 2016 ; Rothwell et Massey, 2015), l'influence d'une *forte concentration d'immigrés au niveau d'un quartier* sur la mobilité des personnes issues de l'immigration n'est pas aussi certaine. Les travaux visant à identifier des facteurs de ségrégation résidentielle propres à l'immigration révèlent que la portée de cette ségrégation est largement fonction des ressources économiques et sociales des communautés d'immigrés (ressources qui sont souvent propres à chaque groupe) (Zuccotti et Platt, 2016 ; Grönqvist, 2006).

Les facteurs qui déterminent la mobilité intergénérationnelle au niveau scolaire

Dans la majorité des pays de l'OCDE, les enfants nés dans le pays de parents immigrés sont surreprésentés dans les écoles qui accueillent une forte proportion d'élèves issus de l'immigration. Les études montrent toutefois que le pourcentage d'élèves dont les parents sont étrangers a une incidence mineure, sinon nulle, sur le niveau de formation une fois les caractéristiques socioéconomiques prises en compte (Lemaitre, 2012 ; Veerman, van de Werfhorst et Dronkers, 2013). Ainsi, la relation préjudiciable souvent observée entre les *retombées de l'enseignement et la part élevée d'élèves issus de l'immigration* procède en grande partie d'un handicap socioéconomique.

Tout indique que des services d'*éducation des jeunes enfants* de qualité et accessibles au plus grand nombre peuvent favoriser la mobilité intergénérationnelle. Ils sont particulièrement importants pour les enfants d'immigrés qui maîtrisent mal la langue du pays, leur permettant de s'améliorer sur ce plan et, plus généralement, de bien se préparer à l'école (OCDE, 2015).

S'agissant de l'*orientation précoce* – soit la répartition des élèves entre différentes filières en fonction de leurs aptitudes scolaires – le constat est légèrement plus nuancé. Toutefois, la majorité des études révèlent que, d'une manière générale, dans les systèmes éducatifs où l'orientation des élèves est plus tardive, autour de 15 ans par exemple, la situation socioéconomique des parents exerce une moindre influence, y compris en ce qui concerne les enfants d'immigrés (Meghir et Palme, 2005 ; Pekkarinen, Uusitalo et Kerr, 2009 ; Ruhose et Schwerdt, 2016).

La connaissance que les parents ont du système éducatif pourrait avoir une incidence sur la qualité du soutien et de l'accompagnement qu'ils assurent à leurs enfants durant leur scolarité, en particulier lorsqu'ils ont la possibilité de choisir où scolariser leurs enfants ou doivent décider de bonne heure de leur orientation (Pfeffer, 2008). Ainsi, l'absence de renseignements essentiels peut devenir un frein à la mobilité de leurs enfants en termes de formation. Toutefois, peu d'éléments donnent à voir comment le fait d'être mal familiarisé avec le système éducatif influe concrètement sur les décisions des parents.

Enfin, il n'est pas aisé de brosser un tableau précis *des attentes des enseignants et de leurs attitudes potentiellement discriminatoires* envers les élèves issus de l'immigration, non seulement parce que de tels comportements peuvent être très difficiles à percevoir et à mesurer, mais aussi parce que la classe sociale des élèves y a aussi sa part d'influence (Figlio, 2005 ; Lüdemann et Schwerdt, 2013). Il s'ensuit que les attitudes des enseignants à l'égard des enfants d'immigrés – dont on ne peut exclure qu'elles soient biaisées – ont des effets extrêmement variables (Burgess et Greaves, 2013 ; Lindahl, 2007).

Mécanismes et obstacles déterminant la mobilité intergénérationnelle sur le marché du travail

Le *passage de l'école à la vie active* est présenté dans les travaux publiés comme une étape critique pour les personnes issues de l'immigration, qui ont souvent moins de succès dans leur recherche d'emploi. Dans la plupart des pays, les différences observées à cet égard ne sont pas une question de niveau de formation. Des *réseaux* moins étendus peuvent être une gêne à l'entrée sur le marché du travail pour les enfants d'immigrés, en particulier si les parents ne peuvent pas faire jouer utilement leurs propres relations (Li, Savage et Warde, 2008 ; Beicht et Granato, 2010 ; Roth, 2014). Dans certains pays, les systèmes d'enseignement et de formation professionnels peuvent dans certaines circonstances faciliter leur insertion et être un instrument de promotion sociale (OCDE, 2012).

L'aiguillage vers des activités peu rémunératrices ou l'octroi d'un salaire inférieur à celui des collègues dans un emploi donné sont deux autres freins potentiels à la mobilité intergénérationnelle sur le marché du travail. Les analyses détaillées de la répartition des enfants d'immigrés entre les types de profession et des écarts de rémunération pour un même poste restent rares. On perçoit, surtout dans les pays anglophones, que certaines minorités ethniques se concentrent dans des emplois faiblement rémunérés et ont tendance à être moins bien payées que les travailleurs blancs, à niveau de qualification égal (Hou et Colombe, 2010 ; Brynin et Longhi, 2015), ce qui pourrait signaler la présence de discriminations sur le marché du travail. Il convient toutefois de préciser qu'aucune distinction n'est faite dans ces études entre les individus selon qu'ils sont nés à l'étranger ou dans le pays.

Des expériences de terrain révèlent que les personnes issues de l'immigration et les membres de minorités ethniques peuvent faire l'objet d'une *discrimination à l'embauche* en raison de leur origine, de leur religion et/ou de leur sexe, et doivent souvent présenter bien plus de candidatures que les autres demandeurs d'emploi avant d'être conviés à un entretien (Arai et Skogman Thoursie, 2009 ; Heath, Liebig et Simon, 2013 ; Weichselbaumer, 2016). Plus rares sont les études sur la discrimination en cours d'emploi – par exemple au sujet des écarts de salaire, des promotions ou des licenciements – quoique des éléments en provenance de divers pays tendent à indiquer que les membres de minorités ethniques perçoivent, à niveau de qualification égal, un salaire inférieur (Hou et Colombe, 2010 ; Grodsky et Pager, 2001).

Pistes à explorer dans le cadre de travaux futurs

L'analyse bibliographique nous révèle que des lacunes considérables demandent encore à être comblées dans un certain nombre de domaines. Sachant que ces lacunes sont souvent dues à l'absence de données – faute de collecte ou parce que la population issue de l'immigration est trop restreinte – on indique ci-après des champs de recherche à explorer plus avant à la lumière des travaux sur la mobilité intergénérationnelle. Certains de ces champs sont d'ores et déjà bien balisés, cependant ils n'ont encore jamais été examinés sous l'angle des familles immigrées.

Tout d'abord, on sait peu de choses des rapports que la mobilité intragénérationnelle, autrement dit la progression des parents immigrés sur l'échelle sociale du pays d'accueil, entretient avec la mobilité intergénérationnelle. L'existence d'une relation entre les deux semble plausible ; la mobilité dans les familles immigrées ne sera pas nécessairement la même si les parents eux-mêmes connaissent une mobilité ascendante ou descendante ou s'ils n'en connaissent aucune durant leur existence. Donc, pour tenir compte du fait que la

situation familiale est rarement statique et relier ces deux aspects de la mobilité, il faudrait pouvoir suivre le devenir des parents immigrés au fil du temps et en déterminer l'influence sur le parcours des enfants. Les études portant sur la relation entre la mobilité intragénérationnelle et intergénérationnelle sont relativement peu nombreuses (voir, néanmoins, Plewis et Bartley, 2014) et aucun auteur ne s'est penché jusqu'ici sur cette relation dans les familles immigrées.

En deuxième lieu, il pourrait être intéressant de consacrer des études aux fratries : partageant le même patrimoine génétique et ayant grandi dans le même environnement social, les frères et sœurs présentent les profils les plus similaires qui se puissent trouver. On est par conséquent fondé à croire que les corrélations qui existent au sein d'une fratrie rendent plus largement compte de l'influence de la famille et du quartier que ne le font les estimations intergénérationnelles fondées sur le revenu ou l'instruction des parents, raison pour laquelle elles servent de plus en plus souvent à apprécier les déterminants de la mobilité intergénérationnelle (Black et Devereux, 2011). D'autres études font la comparaison entre les enfants adoptés et les jumeaux pour tenter de percevoir des effets de causalité (voir Holmlund, Lindahl et Plug, 2011, pour un aperçu général ; Black et al., 2015), mais cette approche sera probablement impraticable vis-à-vis des seules familles immigrées. Il n'en reste pas moins que les corrélations au sein des fratries pourraient se révéler être une piste prometteuse à explorer dans le cadre de futures recherches sur les enfants issus de l'immigration¹².

Troisièmement, on manque encore de certitudes quant à l'influence relative que le statut socioéconomique des mères et des pères exerce sur la mobilité de leurs enfants et à ses éventuelles variations en fonction de leur sexe. Qui plus est, on sait assez peu de choses de la mobilité intergénérationnelle du revenu en ce qui concerne les femmes, la majorité des études s'attachant au couple père-fils. L'absence de données en quantité suffisante demeure certes un obstacle de taille, mais on gagnerait à mieux comprendre quels traits maternels et paternels ont une incidence forte sur les enfants et à savoir si l'on retrouve ou non les mêmes dans les familles immigrées et dans les familles non-immigrées.

Quatrièmement, un certain nombre d'études indiquent que la mobilité intergénérationnelle a tendance à être surestimée lorsqu'on ne prend que deux générations en compte (Pfeffer, 2014). C'est une question particulièrement importante concernant les enfants d'immigrés. Dès lors que ceux qui ont grandi dans des familles défavorisées semblent avoir en majorité mieux réussi que la génération de leurs parents, on présume souvent (implicitement) que la tendance se poursuit sur la génération des petits-enfants. Or l'ampleur effective de cette tendance est encore loin d'être connue dans les pays européens. Malgré l'utilisation des données administratives, dans les pays scandinaves, et la réalisation récemment de diverses enquêtes pour identifier les personnes qui ont des grands-parents étrangers (Andersson et Hammarstedt, 2010, Fick et al., 2014), la mobilité des familles immigrées sur plusieurs générations est encore trop peu étudiée¹³. On compte davantage de travaux s'inscrivant dans une telle perspective aux États-Unis, au Canada et au Royaume-Uni, mais ils s'appuient la plupart du temps sur l'appartenance ethnique déclarée plutôt que sur le pays de naissance des grands-parents, ce qui a pour effet de compliquer l'analyse de la mobilité (Duncan et Trejo, 2016). De plus, pour étudier les petits-enfants des immigrés, il faut encore savoir comment définir ce groupe d'individus et isoler les données le concernant. À vrai dire, le débat quant à savoir si l'ascendance nationale ou l'appartenance à une minorité ethnique est la caractéristique la plus révélatrice qui soit pour expliquer la mobilité sociale d'un « immigré de troisième génération », n'est pas encore tranché. En outre, sur trois générations, les différences au sein des groupes risquent également de s'accroître (du fait par exemple des mariages

mixtes ou de la mobilité interne) et nécessiteraient que la recherche se penche davantage sur l'hétérogénéité interne des minorités ethniques ou des groupes issus de l'immigration (Alba, Jiménez et Marrow, 2014). Bien que les petits-enfants d'immigrés demeurent encore assez peu nombreux dans beaucoup de pays européens, les approches transgénérationnelles sont sans doute appelées à devenir pertinentes, qui inscriront dans une perspective longue l'étude de la mobilité dans les familles immigrées.

Notes

1. La présente analyse s'étend aussi, dans certains cas, à des travaux dans lesquels il n'est pas fait de distinction entre les enfants d'immigrés qui sont nés dans le pays d'accueil et ceux qui sont nés à l'étranger de même qu'à des études sur des minorités ethniques lorsque les conclusions de tels travaux sont susceptibles d'être valables pour les personnes issues de l'immigration également.
2. Les enfants nés dans le pays et dont l'un des parents est étranger ayant tendance à suivre un parcours socioéconomique similaire à celui des enfants dont les deux parents sont natifs du pays, ce n'est pas à eux que l'on s'intéressera dans la présente étude (OCDE/UE, 2015). D'autre part, plusieurs pays de l'OCDE comptent parmi leur population un nombre croissant d'individus nés sur place, tout comme leurs parents, mais ayant des grands-parents immigrés. Étant donné que l'on ne dispose actuellement que d'éléments épars sur l'évolution des schémas de mobilité au-delà de la deuxième génération, ce groupe est lui aussi exclu du champ de la présente étude.
3. On constate cependant que le taux de fécondité des individus nés dans le pays de parents immigrés se rapproche de ceux des personnes sans ascendance étrangère ; il y aurait donc convergence au fil des générations (Stichnoth et Yeter, 2013 ; Meurs, Puhani et von Haaren, 2015).
4. Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, États-Unis, France, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Suède et Suisse.
5. Ces examens ne sont pas obligatoires et seuls les élèves qui prévoient de s'inscrire à l'université s'y présentent. Il est probable par conséquent que la sélection s'opère sur des critères non observés, comme l'opiniâtreté ou l'ambition, et que les résultats ne puissent être extrapolés à l'ensemble des élèves.
6. Il n'est pas précisé dans ces études si les élèves sont nés à l'étranger ou dans le pays.
7. À titre d'exemple, dans certains pays où l'orientation est précoce, des filières d'enseignement et de formations professionnels de qualité sont en mesure d'en atténuer les possibles conséquences préjudiciables ultérieures ; ainsi en Autriche.
8. Allemagne, Australie, Autriche, Canada, Danemark, Fédération de Russie, Hongrie, Norvège, Nouvelle-Zélande, République tchèque et Suède.
9. L'étude ne fait pas de distinction entre les salariés nés dans le pays et ceux nés à l'étranger.
10. Données tirées d'une enquête auprès de femmes noires des Caraïbes, de femmes bangladaises et pakistanaïses, et de femmes blanches britanniques, n = 800.
11. Il est d'usage en Allemagne de joindre une photo à son dossier de candidature.
12. L'étude de Schnitzlein (2012) sur les fils d'immigrés nés au Danemark est une exception notable parmi les rares travaux consacrés aux effets de fratrie chez les enfants nés de parents étrangers. L'auteur observe qu'en matière de revenu, ces effets sont très similaires entre les différents groupes d'immigrés, ce qui tend à démontrer que le « milieu culturel » n'est apparemment pas un facteur important dans la mobilité intergénérationnelle.
13. En Suède, il semblerait que le revenu diminue entre la génération des grands-parents immigrés et celle des petits-enfants (Hammarstedt, 2009). Cependant, cette première génération – majoritairement originaire d'Europe et d'Amérique du nord – a fait l'objet d'une sélection positive et bénéficiait d'un revenu élevé. Ces observations ne valent donc que pour un groupe particulier d'immigrés arrivés en Suède dans les années 1960 et ne peuvent guère fournir d'indications sur le tour que prendra la mobilité multigénérationnelle des autres groupes d'immigrés d'installation plus récente.

Références

Alba, R., T.R. Jiménez et H.B. Marrow (2014), « Mexican Americans as a paradigm for contemporary intra-group heterogeneity », *Ethnic and Racial Studies*, vol. 37, n° 3, pp. 446-66.

Altonji, J.G. et R.M. Blank (1999), « Race and gender in the labor market », in Ashenfelter, O. et D. Card (dir. pub.), *Handbook of Labor Economics*, 1^{ère} édition, vol. 3, chap. 48, Elsevier Science B.V., pp. 3143-259.

Altzinger, W., N. Lamei, B. Rumpmaier et A. Schneebaum (2013), « Intergenerationelle soziale Mobilität in Österreich », *Statistische Nachrichten*, vol. 1, pp. 48-62.

Andersen, S.C. et M.K. Thomsen (2011), « Policy implications of limiting immigrant concentration in Danish public schools », *Scandinavian Political Studies*, vol. 34, n° 1, pp. 27-52.

Andersson, L. et M. Hammarstedt (2010), « Intergenerational transmission in immigrant self-employment: Evidence from three generations », *Small Business Economics*, vol. 34, n° 3, pp. 261-76.

Angrist, J., V. Lavy et A. Schlosser (2006), « New evidence on the causal link between the quantity and quality of children », *Centre for Economic Policy Research Discussion Paper*, n° 5668.

Arai, M. et P. Skogman Thoursie (2009), « Renouncing personal names: An empirical examination of surname change and earnings », *Journal of Labor Economics*, vol. 27, n° 1, pp. 127-47.

Arai, M., M. Bursell et L. Nekby (2016), « The reverse gender gap in ethnic discrimination: Employer stereotypes of men and women with Arabic names », *International Migration Review*, vol. 50, n° 2, pp. 385-412.

Arbaci, S. et J. Malheiros (2010), « De-segregation, peripheralisation and the social exclusion of immigrants: Southern European cities in the 1990s », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 36, n° 2, pp. 227-55.

Aydemir, A., W.-H. Chen et M. Corak (2013), « Intergenerational education mobility among the children of Canadian immigrants », *Canadian Public Policy*, vol. 39, suppl. 1, pp. S107-S122.

Bauer, P. et R.T. Riphahn (2013), « Institutional determinants of intergenerational education transmission: Comparing alternative mechanisms for natives and immigrants », *Labour Economics*, vol. 25, pp. 110-22.

Bauer, P. et R.T. Riphahn (2009), « Age at school entry and intergenerational educational mobility », *IZA Discussion Paper*, n° 3977.

Bauer, P. et R.T. Riphahn (2007), « Heterogeneity in the intergenerational transmission of educational attainment: Evidence from Switzerland on natives and second-generation immigrants », *Journal of Population Economics*, vol. 20, pp. 121-48.

Baxter, E. (2015), « How the gender wage gap differs by occupation », Center for American Progress, www.americanprogress.org/issues/women/news/2015/04/14/110959/how-the-gender-wage-gap-differs-by-occupation/.

Baysu, G. et H. de Valk (2012), « Navigating the school system in Sweden, Belgium, Austria and Germany: School segregation and second generation school trajectories », *Ethnicities*, vol. 12, n° 6, pp. 776-99.

Becker, B. (2011), « Social disparities in children's vocabulary in early childhood: Does pre-school education help to close the gap? », *British Journal of Sociology*, vol. 62, n° 1, pp. 69-88.

Becker, G.S. et N. Tomes (1976), « Child endowments and the quantity and quality of children », *Journal of Political Economy*, vol. 84, n° 4, pp. 143-62.

Becker, R., F. Jäpel et M. Beck (2013), « Diskriminierung durch Lehrpersonen oder herkunftsbedingte Nachteile von Migranten im Deutschschweizer Schulsystem? », *Revue suisse de sociologie*, vol. 39, n° 3, pp. 517-49.

Becker, G. et al. (2015), « A theory of intergenerational mobility » *MPRA Paper*, n° 66334.

Behtoui, A. (2015), « Beyond social ties: The impact of social capital on labour market outcomes for young Swedish people », *Journal of Sociology*, vol. 52, n° 4, pp. 1-14.

Beicht, U. et M. Granato (2010), « Ausbildungsplatzsuche: Geringere Chancen für junge Frauen und Männer mit Migrationshintergrund – BIBB-Analyse zum Einfluss der sozialen Herkunft beim Übergang in die Ausbildung unter Berücksichtigung von Geschlecht und Migrationsstatus », *BIBB Report: Forschungs- und Arbeitsergebnisse aus dem Bundesinstitut für Berufsbildung*, n° 15.

Beine, M. (2015), « The role of networks for migration flows », *CREA Discussion Paper*, n° 2015-14.

Beller, E. (2009), « Bringing intergenerational social mobility research into the twenty-first century: Why mothers matter », *American Sociological Review*, vol. 74, n° 4, pp. 507-28.

Betts, J.R. (2011), « The economics of tracking in education », in Hanushek, E.A., S. Machin et L. Wößmann (dir. pub.), *Handbook of the Economics of Education*, vol. 3, Elsevier B.V.

Bhattacharya, D. et B. Mazumder (2011), « A nonparametric analysis of black-white differences in intergenerational income mobility in the United States », *Quantitative Economics*, vol. 2, n° 3, pp. 335-79.

Black, S.E. et P.J. Devereux (2011), « Recent developments in intergenerational mobility », in Card, D. et O. Ashenfelter (dir. pub.), *Handbook of Labor Economics*, vol. 4b, chap. 16, pp. 1487-541, Elsevier B.V.

Black, S.E., P.J. Devereux et K.G. Salvanes (2005), « The more the merrier? The effect of family size and birth order on children's education », *Quarterly Journal of Economics*, vol. 120, n° 2, pp. 669-700.

Black, S.E. et al. (2015), « Poor little rich kids? – The determinants of the intergenerational transmission of wealth », *University College Dublin Centre for Economic Research Working Paper Series*, n° WP2015/16.

Bleakley, H. et A. Chin (2008), « What holds back the second generation? The intergenerational transmission of language human capital among immigrants », *Journal of Human Resources*, vol. 43, n° 2, pp. 267-98.

- Böhlmark, A. (2008), « Age at immigration and school performance: A siblings analysis using Swedish register data », *Labour Economics*, vol. 15, n° 6, pp. 1366-387.
- Bol, T. (2015), « Has education become more positional? Educational expansion and labour market outcomes, 1985-2007 », *Acta Sociologica*, vol. 58, n° 2, pp. 105-20.
- Boliver, V. (2013), « How fair is access to more prestigious UK universities? », *The British Journal of Sociology*, vol. 64, n° 2, pp. 344-64.
- Bolt, G., A.S. Özüekren et D. Phillips (2010), « Linking integration and residential segregation », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 36, n° 2, pp. 169-86.
- Booth, A.L., A. Leigh et E. Varganova (2012), « Does ethnic discrimination vary across minority groups? Evidence from a field experiment », *Oxford Bulletin for Economics and Statistics*, vol. 72, n° 4, pp. 547-73.
- Borjas, G. (1995), « Ethnicity, neighborhoods, and human capital externalities », *The American Economic Review*, vol. 85, n° 3, pp. 365-90.
- Borjas, G. (1992), « Ethnic capital and intergenerational mobility », *Quarterly Journal of Economics*, vol. 107, n° 1, pp. 123-50.
- Boser, B.U., M. Wilhelm et R. Hanna (2014), « The Power of the Pygmalion Effect: Teachers' Expectations Strongly Predict College Completion », The Center for American Progress.
- Bratsberg, B. et al. (2007), « Nonlinearities in intergenerational earnings mobility: Consequences for cross-country comparison », *The Economic Journal*, vol. 117, n° 519, pp. 72-92.
- Brekke, I. (2007), « Ethnic background and the transition from vocational education to work: A multi-level analysis of the differences in labour market outcomes », *Journal of Education and Work*, vol. 20, n° 3, pp. 229-54.
- Brinbaum, Y. et H. Cebolla-Boado (2007), « The school careers of ethnic minority youth in France », *Ethnicities*, vol. 7, n° 3, pp. 445-74.
- Brinbaum, Y. et C. Guégnard (2013), « Choices and enrollments in French secondary and higher education: Repercussions for second-generation immigrants », *Comparative Education Review*, vol. 57, n° 3, pp. 481-502.
- Brooks, R. (2008), « Accessing higher education: The influence of cultural and social capital on university choice », *Sociology Compass*, vol. 2, n° 4, pp. 1355-371.
- Brunello, G. et L. Rocco (2013), « The effect of immigration on the school performance of natives: Cross country evidence using PISA test scores », *Economics of Education Review*, vol. 32, n° C, pp. 234-46.
- Brynin, M. et S. Longhi (2015), *The Effect of Occupation on Poverty among Ethnic Minority Groups*, Joseph Rowntree Foundation, Royaume-Uni.
- Buis, M.L. (2013), « The composition of family background: The influence of the economic and cultural resources of both parents on the offspring's educational attainment in the Netherlands between 1939 and 1991 », *European Sociological Review*, vol. 29, n° 3, pp. 593-602.
- Bukodi, E. et J.H. Goldthorpe (2016), « Educational attainment – relative or absolute – as a mediator of intergenerational class mobility in Britain », *Research in Social Stratification and Mobility*, vol. 43, pp. 5-15.

- Burger, K. (2016), « Intergenerational transmission of education in Europe: Do more comprehensive education systems reduce social gradients in student achievement? », *Research in Social Stratification and Mobility*, vol. 44, pp. 54-67.
- Burgess, S. et E. Greaves (2013), « Test scores, subjective assessment, and stereotyping of ethnic minorities », *Journal of Labor Economics*, vol. 31, n° 3, pp. 535-76.
- Burt, R.S. (1992), *Structural Holes*, Harvard University Press, Cambridge, MA.
- Casey, T. et C. Dustmann (2008), « Intergenerational Transmission of Language Capital and Economic Outcomes », *Journal of Human Resources*, vol. XLIII, n° 3, pp. 660-87.
- Castilla, E. (2012), « Gender, race, and the new (merit-based) employment relationship », *Industrial Relations*, vol. 51, n° S1, pp. 528-62.
- Cebolla-Boado, H. et L. Garrido Medina (2011), « The impact of immigrant concentration in Spanish schools: School, class, and composition effects », *European Sociological Review*, vol. 27, n° 5, pp. 606-23.
- Chetty, R. et N. Hendren (2016), « The impacts of neighborhoods on intergenerational mobility I: Childhood exposure effects », *NBER Working Paper*, n° 23001.
- Chetty, R., N. Hendren et L.F. Katz (2016), « The effects of exposure to better neighborhoods on children: New evidence from the moving to opportunity experiment », *American Economic Review*, vol. 106, n° 4, pp. 855-902.
- Chiswick, B.R. et P.W. Miller (2005), « Linguistic distance: A quantitative measure of the distance between English and other languages », *Journal of Multilingual and Multicultural Development*, vol. 26, n° 1, pp. 1-11.
- Chiswick, B.R., Y.L. Lee et P.W. Miller (2005), « Parents and children talk: English language proficiency within immigrant families », *Review of Economics of the Household*, vol. 3, n° 3, pp. 243-68.
- Chowdry, H. et al. (2008), *Widening Participation in Higher Education: Analysis Using Linked Administrative Data*, Institute for Fiscal Studies, Londres.
- Connor, H. et al. (2004), « Why the difference? A closer look at higher education minority ethnic students and graduates », Research report n° RR552, Institute for Employment Studies, Department for Education and Skills, Royaume-Uni.
- Corak, M. et A. Heisz (1999), « The intergenerational earnings and income mobility of Canadian men: Evidence from longitudinal income tax data », *Journal of Human Resources*, vol. 34, n° 3, pp. 504-33.
- Couch, K.A. et R. Fairlie (2010), « Last hired, first fired? Black-white unemployment and the business cycle », *Demography* vol. 47, n° 1, pp. 227-47.
- Cummings, C. et al. (2012), *Can Changing Aspirations and Attitudes Impact on Educational Attainment? A Review of Interventions*, Joseph Rowntree Foundation, Royaume-Uni.
- d'Addio, A.C. (2007), « Intergenerational transmission of disadvantage: Mobility or immobility across generations? A review of the evidence for OECD countries », *Documents de travail de l'OCDE sur les affaires sociales, l'emploi et les migrations*, n° 52, Éditions OCDE, Paris.

Dag Tjaden, J.D. et C. Hunkler (2017), « Optimism, information, or discrimination? Explaining ethnic choice effects in Germany's secondary education system », *Social Science Research*, manuscrit accepté.

Damas de Matos, A. (2010), « The integration of the children of immigrants in European cities: The importance of parental background », in *Equal Opportunities? The Labour Market Integration of the Children of Immigrants*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264086395-en>.

Datta Gupta, N. et L. Kromann (2014), « Differences in the labor market entry of second-generation immigrants and ethnic Danes », *IZA Journal of Migration*, vol. 3, n° 1, pp. 1-22.

de Haan, M. (2005), « Birth order, family size and educational attainment », *Tinbergen Institute Discussion Paper*, n° 116/3.

Deil-Amen, R. et J.E. Rosenbaum (2003), « The social prerequisites of success: Can college structure reduce the need for social know-how? », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 586, pp. 120-43.

Domingues Dos Santos, M. et F.-C. Wolff (2011), « Human capital background and the educational attainment of second-generation immigrants in France », *Economics of Education Review*, vol. 30, n° 5, pp. 1085-096.

Duncan, B. et S.J. Trejo (2016), « The complexity of immigrant generations: Implications for assessing the socioeconomic integration of Hispanics and Asians », *NBER Working Paper Series*, n° 21982.

Drange, N. et K. Telle (2010), « The effect of preschool on the school performance of children from immigrant families: Results from an introduction of free preschool in two districts in Oslo », Discussion Papers, n° 631, *Statistics Norway*, Research Department.

Dronkers, J. et R. van der Velden (2013), « Positive but also negative effects of ethnic diversity in schools on educational performance? An empirical test using PISA data », in M. Windzio (dir. pub.), *Integration and Inequality in Educational Institutions*, pp. 71-98, Springer Science+Business Media, Dordrecht.

Dustmann, C. et N. Theodoropoulos (2010), « Ethnic minority immigrants and their children in Britain », *Oxford Economic Papers*, vol. 62, n° 2, pp. 1-25.

Dustmann, C., T. Frattini et G. Lanzara (2012), « Educational achievement of second-generation immigrants: An international comparison », *Economic Policy*, vol. 27, n° 69, pp. 143-85.

Edele, A. et al. (2015), « Why bother with testing? The validity of immigrants' self-assessed language proficiency », *Social Science Research*, vol. 52, pp. 99-123.

Elango, S. et al. (2015), « Early Childhood Education », *IZA Discussion Paper*, n° 9476.

Entorf, H. et M. Lauk (2008), « Peer effects, social multipliers and migrants at school: An international comparison », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 34, n° 4, pp. 633-54.

Equal Employment Commission (2006), *Moving On Up? Bangladeshi, Pakistani and Black Caribbean Women and Work: Early Findings from the EOC's Investigation in England*.

- Erikson, R. et J.H. Goldthorpe (2002), « Intergenerational Inequality: A Sociological Perspective », *Journal of Economic Perspectives*, vol. 16, n° 3, pp. 31-44.
- Erikson, R., J.H. Goldthorpe et L. Portocarrero (1979), « Intergenerational class mobility in three Western European societies: England, France and Sweden », *British Journal of Sociology*, vol. 30, pp. 415-41.
- Farré, L. et F. Vella (2013), « The intergenerational transmission of gender role attitudes and its implications for female labour force participation », *Economica*, vol. 80, n° 318, pp. 219-47.
- Fekjær, S.N. et G.E. Birkelund (2007), « Does the ethnic composition of upper secondary schools influence educational achievement and attainment? A multilevel analysis of the Norwegian case », *European Sociological Review*, vol. 23, n° 3, pp. 309-23.
- Feliciano, C. (2005), « Does selective migration matter? Explaining ethnic disparities in educational attainment among immigrants' children », *International Migration Review*, vol. 39, n° 4, pp. 841-71.
- Feliciano, C. et Y.R. Lanuza (2017), « An immigrant paradox? Contextual attainment and intergenerational educational mobility », *American Sociological Review*, vol. 82, n° 1, pp. 221-41.
- Fick, P. et al. (2014), « Integration gelungen? Die fünf größten Zuwanderergruppen in Baden-Württemberg im Generationenvergleich. Ergebnisse einer Mehrthemenbefragung im Auftrag des Ministeriums für Integration Baden-Württemberg », Ministerium für Integration Baden-Württemberg, Stuttgart.
- Figlio, D.N. (2005), « Names, expectations and the black-white test score gap », *NBER Working Paper Series*, n° 11195.
- Ganzeboom, H.B.G., P.M. De Graaf et D.J. Treiman (1992), « A standard socio-economic index of occupational status », *Social Science Research*, vol. 21, n° 1, pp. 1-56.
- Glick, J.E. et M.J. White (2004), « Post-secondary school participation of immigrant and native youth: The role of familial resources and educational expectations », *Social Science Research*, vol. 33, n° 2, pp. 272-99.
- Goldin, C. (2014), « A grand gender convergence: Its last chapter », *American Economic Review*, vol. 104, n° 4, pp. 1091-119.
- Gresch, C. et al. (2012), « Zur hohen Bildungsaspiration von Migranten beim Übergang von der Grundschule in die Sekundarstufe: Fakt oder Artefakt? », in P. Pielage, L. Pries et G. Schultze (dir. pub.), *Soziale Ungleichheit in der Einwanderungsgesellschaft. Kategorien, Konzepte, Einflussfaktoren*, pp. 56-67, Friedrich Ebert Stiftung (WISO Diskurs).
- Grodsky, E. et D. Pager (2001), « The structure of disadvantage: Individual and occupational determinants of the black-white wage gap », *American Sociological Review*, vol. 66, n° 4, pp. 542-67.
- Grönqvist, H. (2006), « Ethnic enclaves and the attainments of immigrant children », *European Sociological Review*, vol. 22, n° 4, pp. 369-82.
- Gustafsson, B., K. Katz et T. Österberg (2016), « Why do some young adults not graduate from upper secondary school? On the importance of signals of labour market failure », *IZA Discussion Paper*, n° 9886.

Hachfeld, A. et al. (2010), « Does immigration background matter? How teachers' predictions of students' performance relate to student background », *International Journal of Educational Research*, vol. 49, n° 2-3, pp. 78-91.

Hagelskamp, C., C. Suárez-Orozco et D. Hughes (2010), « Migrating to opportunities: How family migration motivations shape academic trajectories among newcomer immigrant youth », *Journal of Social Issues*, vol. 66, n° 4, pp. 717-39.

Haggenmiller, F. (2015), *Ausbildungsreport 2015*, DGB-Bundesvorstand, Abteilung Jugend und Jugendpolitik, Berlin.

Hammarstedt, M. (2009), « Intergenerational mobility and the earnings position of first-, second-, and third-generation immigrants », *KYKLOS*, vol. 62, n° 2, pp. 275-92.

Hammarstedt, M. et M. Palme (2012), « Human capital transmission and the earnings of second-generation immigrants in Sweden », *IZA Journal of Migration*, vol. 1, n° 4, pp. 1-23.

Heath, A. et S.Y. Cheung (2006), « Ethnic penalties in the labour market: Employers and discrimination », Research Report n° 341, Department for Work and Pensions, Londres.

Heath, A., T. Liebig et P. Simon (2013), « Discrimination envers les immigrants – mesures, incidence et instruments politiques », in *Perspectives des migrations internationales 2013*, Éditions OCDE, Paris, .

Heckman, J.J. (2011), « The economics of inequality: The value of early childhood education », *American Educator*, printemps, vol. 35, n° 1, pp. 31-36.

Helland, H. et L.A. Støren (2006), « Vocational education and the allocation of apprenticeships: Equal chances for applicants regardless of immigrant background? », *European Sociological Review*, vol. 22, n° 3, pp. 339-51.

Hermansen, A.S. (2016), « Moving up or falling behind? Intergenerational socioeconomic transmission among children of immigrants in Norway », *European Sociological Review*, vol. 32, n° 5, pp. 675-89.

Hertz, T. et al. (2007), « The inheritance of educational inequality: International comparisons and fifty-year trends », *The B.E. Journal of Economic Analysis & Policy Advances*, vol. 7, n° 2, pp. 1-46.

Holmlund, H. (2008), « Intergenerational mobility and assortative mating: Effects of an educational reform », London School of Economics, *Centre for the Economics of Education Discussion Paper*, n° 91.

Holmlund, H., M. Lindahl et E. Plug (2011), « The causal effect of parents' schooling on children's schooling: A comparison of estimation methods », *Journal of Economic Literature*, vol. 49, n° 3, pp. 615-51.

Hou, F. et A. Bonikowska (2016), « Résultats scolaires et résultats sur le marché du travail des personnes qui ont immigré durant l'enfance selon la catégorie d'admission », Statistique Canada, *Direction des études analytiques : documents de recherche*, n° 377.

Hou, F. et S. Coulombe (2010), « Earning gaps for Canadian-born visible minorities in the public and the private sectors », *Canadian Public Policy*, vol. 36, n° 1, pp. 29-43.

Hout, M. (1984), « Status, autonomy, and training in occupational mobility », *American Journal of Sociology*, vol. 89, n° 6, pp. 1379-409.

Hoxby, C. (2000), « Peer effects in the classroom: Learning from gender and race variation », *NBER Working Paper Series*, n° 7867.

Ichou, M. (2014), « Who they were there: Immigrants' educational selectivity and their children's educational attainment », *European Sociological Review*, vol. 30, n° 6, pp. 750-65.

Isphording, I.E. et S. Otten (2013), « The costs of Babylon – Linguistic distance in applied economics », *Review of International Economics*, vol. 21, n° 2, pp. 354-69.

Jackson, M., J.O. Jonsson et F. Rudolphi (2012), « Ethnic inequality in choice-driven education systems: A longitudinal study of performance and choice in England and Sweden », *Sociology of Education*, vol. 85, n° 2, pp. 158-78.

Jenkins, S.P., J. Micklewright et S.V. Schnepf (2008), « Social segregation in secondary schools: How does England compare with other countries? », *Oxford Review of Education*, vol. 34, n° 1, pp. 20-37.

Jensen, P. et A.W. Rasmussen (2011), « The effect of immigrant concentration in schools on native and immigrant children's reading and math skills », *Economics of Education Review*, vol. 30, n° 6, pp. 1503-515.

Jeynes, W.H. (2003), « A meta-analysis: The effects of parental involvement on minority children's academic achievement », *Education and Urban Society*, vol. 35, n° 2, pp. 202-18.

Kalev, A. (2014), « How you downsize is who you downsize: Biased formalization, accountability, and managerial diversity », *American Sociological Review*, vol. 79, n° 1, pp. 109-35.

Kao, G. et M. Tienda (1995), « Optimism and achievement: The educational performance of immigrant youth », *Social Science Quarterly*, vol. 76, n° 1, pp. 1-19.

Kelly, P. (2014), « Understanding intergenerational social mobility: Filipino youth in Canada », *IRPP Studies*, n° 45.

Klapproth, F., S. Glock et R. Martin (2013), « Prädiktoren der Sekundarstufenempfehlungen in Luxemburg », *Zeitschrift Für Erziehungswissenschaften*, vol. 16, n° 2, pp. 355-79.

Korupp, S.E., H.B.G. Ganzeboom et T. van der Lippe (2002), « Do mothers matter? A comparison of models of the influence of mothers' and fathers' educational and occupational status on children's educational attainment », *Quality & Quantity*, vol. 36, n° 1, pp. 17-42.

Krause, K. et T. Liebig (2011), « The labour market integration of immigrants and their children in Austria », *Documents de travail de l'OCDE sur les affaires sociales, l'emploi et les migrations*, n° 127, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/5kg264fz6p8w-en>.

Kristen, C. (2008), « Primary school choice and ethnic school segregation in German elementary schools », *European Sociological Review*, vol. 24, n° 4, pp. 495-510.

Kristen, C. et N. Granato (2007), « The educational attainment of the second generation in Germany: Social origins and ethnic inequality », *Ethnicities*, vol. 7, n° 3, pp. 343-66.

Kristen, C., D. Reimer et I. Kogan (2008), « Higher education entry of Turkish immigrant youth in Germany, *International Journal of Comparative Sociology*, vol. 49, n° 2-3, pp. 127-51.

Lamberts, M. et L. Eeman (2011), « De 'gatekeepers' op de arbeidsmarkt », HIVA Onderzoeksinstituut voor Arbeid en Samenleving, KU Leuven.

Le, A.T. (2009), « Entry into university: Are the children of immigrants disadvantaged? », *University of Western Australia Discussion Paper*, n° 09.01.

Lemaitre, G. (2012), « Parental education, immigrant concentration and PISA outcomes », in *Untapped Skills: Realising the Potential of Immigrant Students*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264172470-en>.

Levanon, A., P. England et P. Allison (2009), « Occupational feminization and pay: Assessing causal dynamics using 1950-2000 U.S. Census data », *Social Forces*, vol. 88, n° 2, pp. 865-92.

Li, Y., M. Savage et A. Warde (2008), « Social mobility and social capital in contemporary Britain », *British Journal of Sociology*, vol. 59, n° 3, pp. 391-411.

Liebig, T. et A. Music (2017a), « Catching up? The intergenerational educational mobility of natives with immigrant parents », DELSA/ELSA/WP2(2017)7, Éditions OCDE, Paris.

Liebig, T. et A. Music (2017b), « Mobilité intergénérationnelle et devenir professionnel : quels résultats pour les individus nés dans le pays de parents immigrés ? », DELSA/ELSA/WP2(2017)6, Éditions OCDE, Paris.

Liebig, T. et S. Widmaier (2010), « Overview: Children of immigrants in the labour markets of OECD and EU countries », in *Equal Opportunities? The Labour Market Integration of the Children of Immigrants*, Éditions OCDE, Paris, .

Lindahl, E. (2007), « Comparing teachers' assessments and national test results: Evidence from Sweden », IFAU - *Institute for Labour Market Policy Evaluation Working Paper*, n° 24.

Lüdemann, E. et G. Schwerdt (2013), « Migration background and educational tracking: Is there a double disadvantage for second-generation immigrants? », *Journal of Population Economics*, vol. 26, n° 2, pp. 455-81.

Luthra, R.R. (2010), « Assimilation in a new context: Educational attainment of the immigrant second generation in Germany », *ISER Working Paper Series*, n° 2010-21.

Luthra, R.R. et T. Soehl (2015), « From parent to child? Transmission of educational attainment within immigrant families: Methodological considerations », *Demography*, vol. 52, n° 2, pp. 543-67.

Lutz, A., Y. Brinbaum and D. Abdelhady (2014), « The transition from school to work for children of immigrants with lower-level educational credentials in the United States and France », *Comparative Migration Studies*, vol. 2, n° 2, pp. 227-54.

Machin, S. (2012), « Education and inequality », in B. Nolan, W. Salverda et T.M. Smeeding (dir. pub.), *The Oxford Handbook of Economic Inequality*, pp. 1-18, Oxford University Press, Oxford.

Magnuson, K., C. Lahaie et J. Waldfogel (2006), « Preschool and school readiness of children of immigrants », *Social Science Quarterly*, vol. 87, n° 5, pp. 1241-262.

- Mazumder, B. (2005), « Fortunate sons: New estimates of intergenerational mobility in the United States using social security earnings data », *The Review of Economics and Statistics*, vol. 87, n° 2, pp. 235-55.
- McDonald, S., N. Lin et D. Ao (2009), « Networks of opportunity: Gender, race, and job leads », *Social Problems*, vol. 56, n° 3, pp. 385-402.
- McGinn, K.L., E.L. Lingo et M.R. Castro (2015), « Mums the word! Cross-national effects of maternal employment on gender inequalities at work and at home », *Harvard Business School Working Paper*, n° 15-094.
- McGinnity, F. et P. Lunn (2011), « Measuring discrimination facing ethnic minority job applicants: An Irish experiment », *Work, Employment and Society*, vol. 25, n° 4, pp. 693-708.
- Meghir, C. et M. Palme (2005), « Educational reform, ability, and family background », *American Economic Review*, vol. 95, n° 1, pp. 414-24.
- Meier Jæger, M. (2008), « Do large sibships really lead to lower educational attainment? », *Acta Sociologica*, vol. 51, n° 3, pp. 217-35.
- Meurs, D., P.A. Puhani et F. von Haaren (2015), « Number of siblings and educational choices of immigrant children: Evidence from first- and second- generation immigrants », CREAM Centre for Research and Analysis of Migration, *University College London Discussion Paper Series*, n° 08/15.
- Modood, T. (2004), « Capitals, ethnic identity and educational qualifications », *Cultural Trends*, vol. 13, n° 2, pp. 87-105.
- Moguéro, L. et E. Santelli (2015), « The educational supports of parents and siblings in immigrant families », *Comparative Migration Studies*, vol. 3, n° 11, pp. 1-16.
- Morgan, S.L. (1998), « Adolescent educational expectations: Rationalized, fantasized, or both? », *Rationality and Society*, vol. 10, n° 2, pp. 131-62.
- Mouw, T. (2006), « Estimating the causal effect of social capital: A review of recent research », *Annual Review of Sociology*, vol. 32, pp. 79-102.
- Mouw, T. (2003), « Social capital and finding a job: Do contacts matter? », *American Sociological Review*, vol. 68, n° 6, pp. 868-98.
- Musterd, S. et R. van Kempen (2009), « Segregation and housing of minority ethnic groups in Western European cities », *Tijdschrift Voor Economische En Sociale Geografie*, vol. 100, n° 4, pp. 559-66.
- Nielsen, H.S. et B. Schindler Rangvid (2012), « The impact of parents' years since migration on children's academic achievement », *IZA Journal of Migration*, vol. 1, n° 6, pp. 1-23.
- Niknami, S. (2010), « Intergenerational transmission of education among immigrant mothers and their daughters in Sweden », *Stockholm University Linnaeus Center for Integration Studies (SULCIS) Working Paper*, n° 2010:10.
- OCDE (2015), *OECD Reviews of Migrant Education: Immigrant Students at School – Easing the journey towards Integration*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264249509-en>.
- OCDE (2012), *Untapped Skills: Realising the Potential of Immigrant Students*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264172470-en>.

OCDE (2010), *Comblent l'écart pour les élèves immigrés : Politiques, pratiques et performances*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264075818-fr>.

OCDE (2008), *Les migrants et l'emploi (Vol. 2) : L'intégration sur le marché du travail en Belgique, en France, aux Pays-Bas et au Portugal*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264055711-fr>.

OCDE/UE (2015), *Les indicateurs de l'intégration des immigrés 2015 : Trouver ses marques*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264233799-fr>.

Östh, J., W. Clark et B. Malmberg (2014), « Measuring the scale of segregation using k-nearest neighbor aggregates », *Geographical Analysis*, vol. 47, n° 1, pp. 34-49.

Pan, B.A., E. Spier et C. Tamis-Lemonda (2004), « Measuring productive vocabulary of toddlers in low-income families: Concurrent and predictive validity of three sources of data », *Journal of Child Language*, vol. 31, n° 3, pp. 587-608.

Panel on Fair Access to the Professions (2009), *Unleashing Aspiration: The Final Report of the Panel on Fair Access to the Professions*, Cabinet Office, LondRES.

Peach, C. (2009), « Slippery segregation: Discovering or manufacturing ghettos? », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 35, n° 9, pp. 1381-395.

Pekkarinen, T., R. Uusitalo et S. Kerr (2009), « School tracking and intergenerational income mobility: Evidence from the Finnish comprehensive school reform », *Journal of Public Economics*, vol. 93, n° 7-8, pp. 965-73.

Pfeffer, F.T. (2015), « Equality and quality in education: A comparative study of 19 countries », *Social Science Research*, vol. 51, pp. 350-68.

Pfeffer, F.T. (2014), « Multigenerational approaches to social mobility: A multifaceted research agenda », *Research in Social Stratification and Mobility*, vol. 35, pp. 1-12.

Pfeffer, F.T. (2008), « Persistent inequality in educational attainment and its institutional context », *European Sociological Review*, vol. 24, n° 5, pp. 543-65.

Plewis, I. et M. Bartley (2014), « Intra-generational social mobility and educational qualifications », *Research in Social Stratification and Mobility*, vol. 36, pp. 1-11.

Portes, A. (1998), « Social capital: Its origins and applications in modern sociology », *Annual Review of Sociology*, vol. 24, pp. 1-24.

Portes, A. et M. Zhou (1993), « The new second generation: Segmented assimilation and its variants », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 530, pp. 74-96.

Putnam, R.D. (2000), *Bowling Alone: The Collapse and Revival of American Community*, Simon & Schuster, New York.

Raitano, M. et F. Vona (2016), « Assessing students' equality of opportunity in OECD countries: The role of national- and school-level policies », *Applied Economics*, vol. 48, n° 33, pp. 3148-163.

Raleigh, E. et G. Kao (2010), « Do immigrant minority parents have more consistent college aspirations for their children? », *Social Science Quarterly*, vol. 91, n° 4, pp. 1083-102.

Roth, T. (2014), « Effects of social networks on finding an apprenticeship in the German vocational training system », *European Societies*, vol. 16, n° 2, pp. 233-54.

Rothwell, J.T. et D.S. Massey (2015), « Geographic effects on intergenerational income mobility », *Economic Geography*, vol. 91, n° 1, pp. 83-106.

Ruhose, J. et G. Schwerdt (2016), « Does early educational tracking increase migrant-native achievement gaps? Differences-in-differences evidence across countries », *Economics of Education Review*, vol. 52, pp. 134-54.

Rumberger, R.W. et G.J. Palardy (2005), « Does segregation still matter? The impact of student composition on academic achievement in high school », *Teachers College Record*, vol. 107, n° 9, pp. 1999-2045.

Sacerdote, B. (2011), « Peer effects in education: How might they work, how big are they and how much do we know thus far? », in E.A. Hanushek, S. Machin and L. Wößmann (dir. pub.), *Handbook of the Economics of Education*, vol. 3, pp. 249-77, Elsevier B.V.

Scarpetta, S., A. Sonnet et T. Manfredi (2010), « Montée du chômage des jeunes dans la crise : Comment éviter un impact négatif à long terme sur toute une génération ? », *Documents de travail de l'OCDE sur les affaires sociales, l'emploi et les migrations*, n° 106, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/5knh79xzm561-fr>.

Schaafsma, J. et A. Sweetman (2001), « Immigrant earnings: Age at immigration matters », *Canadian Journal of Economics*, vol. 34, n° 4, pp. 1066-099.

Schindler Rangvid, B. (2012), « The impact of academic preparedness of immigrant students on completion of commercial vocational education and training », AKF Working Paper, Danish Institute of Governmental Research.

Schneeweis, N. (2011), « Educational institutions and the integration of migrants », *Journal of Population Economics*, vol. 24, n° 4, pp. 1281-308.

Schneider, J., R. Yemane et M. Weinmann (2014), « Diskriminierung am Ausbildungsmarkt. Ausmaß, Ursachen und Handlungsperspektiven », Forschungsbereich beim Sachverständigenrat deutscher Stiftungen für Integration und Migration (SVR), Berlin.

Schnell, P. (2014), *Educational mobility of second-generation Turks: Cross-national perspectives*, Amsterdam University Press, Amsterdam.

Schnepf, S.V. (2007), « Immigrants' educational disadvantage: An examination across ten countries and three surveys », *Journal of Population Economics*, vol. 20, n° 3, pp. 527-45.

Schnepf, S.V. (2004), « How different are immigrants? A cross-country and cross-survey analysis of educational achievement », *IZA Discussion Paper*, n° 1398.

Schnitzlein, D.D. (2012), « How important is cultural background for the level of intergenerational mobility? », *Economics Letters*, vol. 114, n° 3, pp. 335-37.

Schofield, J.W. (2006), « Migration background, minority-group membership and academic achievement: Research evidence from social, educational, and developmental psychology », Programme sur les conflits interculturels et l'intégration (AKI), Centre de recherches en sciences sociales, Berlin.

Schröder, L. (2010), « Characteristics and their impact on the integration of immigrants' offspring », in *Equal Opportunities? The Labour Market Integration of the Children of Immigrants*, Éditions OCDE, Paris, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264086395-en>.

- Schütz, G., H.W. Ursprung et L. Wößmann (2008), « Education policy and equality of opportunity », *KYKLOS*, vol. 61, n° 2, pp. 279-308.
- Sewell, W.H et R.M. Hauser (1972), « Causes and consequences of higher education: Models of the status attainment process », *American Journal of Agricultural Economics*, vol. 54, n° 5, pp. 851-61.
- Sieben, I., J. Huinink et P.M. de Graaf (2001), « Family background and sibling resemblance in educational attainment », *European Sociological Review*, vol. 17, n° 4, pp. 401-30.
- Sirniö, O., P. Martikainen et T.M. Kauppinen (2016), « Entering the highest and the lowest incomes: Intergenerational determinants and early-adulthood transitions », *Research in Social Stratification and Mobility*, vol. 44, pp. 77-90.
- Sleutjes, B. et H. de Valk (2015), « Residential segregation patterns of migrant groups in Dutch cities: The role of scale », *Netherlands Interdisciplinary Demographic Institute Working Paper*, n° 2015/02.
- Smith, C.D., J. Helgertz et K. Scott (2016), « Parents' years in Sweden and children's educational performance, » *IZA Journal of Migration*, vol. 5, n° 6, pp. 1-17.
- Solon, G. (2014), « Theoretical models of inequality transmission across multiple generations », *Research in Social Stratification and Mobility*, vol. 35, pp. 13-18.
- Spiess, C.K., F. Büchel et G.G. Wagner (2003), « Children's school placement in Germany: Does kindergarten attendance matter?, *IZA Discussion Paper*, n° 722.
- Sprietsma, M. (2013), « Discrimination in grading: Experimental evidence from primary school teachers », *Empirical Economics*, vol. 45, n° 1, pp. 523-38.
- St. Clair, R., K. Kintrea et M. Houston (2013), « Silver bullet or red herring? New evidence on the place of aspirations in education », *Oxford Review of Education*, vol. 39, n° 6, pp. 719-38.
- Stichnoth, H. et M. Yeter (2013), « Cultural influences on the fertility behaviour of first- and second-generation immigrants in Germany », ZEW Centre for European Economic Research, *Discussion Paper*, n° 13-023.
- Sweetman, A. et J.C. van Ours (2015), « Immigration: What about the children and grandchildren? », in Chiswick, B.R. et P.W. Miller (dir. pub.), *Handbook of the Economics of International Migration*, pp. 1141-193, Elsevier B.V.
- Szulkin, R. et J.O. Jonsson (2007), « Ethnic segregation and educational outcomes in Swedish comprehensive schools », *Stockholm University Linnaeus Center for Integration Studies Working Paper Series*, n° 2.
- The Chronicle of Higher Education* (2012), *The Role of Higher Education in Career Development: Employer Perceptions*, Washington, D.C., www.chronicle.com/items/biz/pdf/Employers%20Survey.pdf.
- Tolsma, J., A. Need et U. de Jong (2010), « Explaining participation differentials in Dutch higher education: The impact of subjective success probabilities on level choice and field choice », *European Sociological Review*, vol. 26, n° 2, pp. 235-52.
- Turcotte, M. (2011), « Mobilité intergénérationnelle en éducation : l'achèvement d'études universitaires selon le niveau de scolarité des parents », *Tendances sociales canadiennes*, Catalogue n° 11-008-X, Statistique Canada.

Valfort, M.-A. (2015), « Discriminations religieuses à l'embauche : une réalité », *Étude*, Institut Montaigne, octobre 2015.

Vallet, L. et J. Caille (1999), « Migration and integration in France: Academic careers of immigrants' children in lower and upper secondary school », Document préparé en vue de la Conférence de la Fondation européenne de la science « European Societies or European Society? Migrations and Inter-Ethnic Relations in Europe », Obernai, France.

van der Slik, F., G. Driessen et K. de Bot (2006), « Ethnic and socioeconomic class composition and language proficiency: A longitudinal multilevel examination in Dutch elementary schools », *European Sociological Review*, vol. 22, n° 3, pp. 293-308.

van Ewijk, R. (2011), « Same work, lower grade? Student ethnicity and teachers' subjective assessments », *Economics of Education Review*, vol. 30, n° 5, pp. 1045-1058.

van Ewijk, R. et P. Sleegers (2010), « Peer ethnicity and achievement: A meta-analysis into the compositional effect », *School Effectiveness and School Improvement*, vol. 21, n° 3, pp. 237-65.

van Ham, M. et al. (2014), « Intergenerational transmission of neighbourhood poverty: An analysis of neighbourhood histories of individuals », *Transactions of the Institute of British Geographers*, vol. 39, n° 3, pp. 402-17.

Vartanian, T.P., P. Walker Buck et P. Gleason (2007), « Intergenerational neighborhood-type mobility: Examining differences between blacks and whites », *Housing Studies*, vol. 22, n° 5, pp. 833-56.

Veerman, G.M., H.G. van de Werfhorst et J. Dronkers (2013), « Ethnic composition of the class and educational performance in primary education in The Netherlands », *Educational Research and Evaluation*, vol. 19, n° 5, pp. 1-32.

Verhaeghe, P., K. van der Bracht et B. van de Putte (2015), « Inequalities in social capital and their longitudinal effects on the labour market entry », *Social Networks*, vol. 40, pp. 174-84.

Vignoles, A.F. et N. Powdthavee (2009), « The socioeconomic gap in university dropouts », *The B.E. Journal of Economic Analysis and Policy*, vol. 9, n° 1, pp. 1-36.

Votruba-Drzal, E. et al. (2015), « Center-based preschool and school readiness skills of children from immigrant families », *Early Education and Development*, vol. 26, n° 4, pp. 549-73.

Weichselbaumer, D. (2016), « Discrimination against female migrants wearing headscarves », *IZA Discussion Paper*, n° 10217.

Wolter, S.C. et P. Ryan (2011), « Apprenticeship », in E.A. Hanushek, S. Machin and L. Wößmann (dir. pub.), *Handbook of the Economics of Education*, vol. 3, pp. 521-76, Elsevier B.V.

Wood, M. et al. (2009), « A test for racial discrimination in recruitment practice in British cities », *Department for Work and Pensions Research Report*, n° 607, DWP, London.

Worswick, C. (2004), « Adaptation and inequality: Children of immigrants in Canadian schools », *Canadian Journal of Economics*, vol. 37, n° 1, pp. 53-77.

Yaman, F. (2014), « Ethnic externalities in education and second-generation immigrants », *Applied Economics*, vol. 46, n° 34, pp. 4205-217.

Zorlu, A. (2011), « Ethnic disparities in degree performance », *IZA Discussion Paper*, n° 6158.

Zuccotti, C.V. et L. Platt (2016), « Does neighbourhood ethnic concentration in early life affect subsequent labour market outcomes? A study across ethnic groups in England and Wales », *Population, Space and Place*, vol. 23, n° 6.

Zuccotti, C.V., H.B.G. Ganzeboom et A. Guveli (2015), « Has migration been beneficial for migrants and their children? Comparing social mobility of Turks in Western Europe, Turks in Turkey, and Western European natives », *International Migration Review*, automne, pp. 1-30.



Extrait de :

Catching Up? Intergenerational Mobility and Children of Immigrants

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/9789264288041-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2017), « Facteurs influençant la mobilité intergénérationnelle chez les jeunes issus de l'immigration : étude bibliographique : A review of the literature », dans *Catching Up? Intergenerational Mobility and Children of Immigrants*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/9789264189744-4-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.